

PLAN STRATÉGIQUE 2023-2027





PLAN STRATÉGIQUE 2023-2027

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	6
INTRODUCTION	8
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	9
II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE	13
III. PRÉSENTATION D'UNIJD/AFRIQUE	15
3.1. Historique de création	16
3.2. Zones d'intervention	16
3.3. Principaux domaines d'intervention	16
3.4. Principales réalisations	17
IV. ANALYSE DES FORCES, DES FAIBLESSES, DES OPPORTUNITÉS ET MENACES	21
V. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES	28
5.1. Vision	29
5.2. Mission	29
5.3. Objectifs	29
5.4. Valeurs fondamentales	30
5.5. Principes directeurs	31
5.6. Axes stratégiques, objectifs stratégiques et actions prioritaires	32
5.7. Cadre de planification des actions	39
5.8. Cadre logique du plan stratégique	54

VI. MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE	63
6.1. Dispositif institutionnel de mise en œuvre du plan stratégique	64
6.2 Mobilisation des ressources	65
6.3. Stratégie de communication et de visibilité	66
6.4. Suivi et évaluation du plan stratégique 2023-2027	66
VII. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES	69
CONCLUSION	73

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A2N	Association Nodde Noto
ACD/NAANGUE	Association pour la Culture du Développement
AES	Accompagnant Éducatif et Social
AG	Assemblée Générale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
ASMADE	Association Songui Manégré/Aide au Développement Endogène
ATP	Adénosine Triphosphate
BFRP	Burkina Faso Regional Program
BURCASO	Conseil Burkinabè des Organisations de Développement Communautaire
CA	Conseil d'Administration
CAD	Comité d'Aide au Développement
CC	Commissaires aux Comptes
CCPE	Cellule Communautaire de Protection de l'Enfant
CNJ/BF	Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso
CNLS	Conseil National de Lutte contre le SIDA et les IST
DRC	Conseil Danois pour les Réfugiés
EAE	Espace Amis des Enfants
EAFGA	Enfant Associé aux Forces et Groupes Armés
ENAES	Enfant Non Accompagné et/ou Enfant Séparé
ERM	Éducation aux Risques des Mines
ETA	Espace Temporaire d'Apprentissage
FDCT	Fonds de Développement Culturel et Touristique
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MDM	Médecins du Monde
MPSR	Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PADS	Programme d'Appui au Développement Sanitaire
PARIC	Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés
PDI	Personne Déplacée Interne

PDU	Programme de Développement d'Urgence
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSEA	Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels
RCPE	Réseau Communal de Protection de l'Enfant
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RPPE	Réseau Provincial de Protection de l'Enfant
SE	Secrétaire Exécutif
S-E	Suivi-Évaluation
SIAO	Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
SP/CNLS	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida
SP/CONASUR	Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
SPONG	Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
ST-ESU	Secrétariat Technique de l'Éducation en Situation d'Urgence
SWEDD	Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel
UFC Dori	Union Fraternelle des Croyants de Dori
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIUED/Afrique	Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique
USAID	Agence Américaine pour le Développement International
VBG	Violence Basée sur le Genre
VEDAN	Violence, Exploitation, Discriminations, Abus et Négligence
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'ImmunoDéficience Acquise

INTRODUCTION

La situation actuelle du Burkina Faso est marquée par de nombreux déficits sur les plans sécuritaires, humanitaires, politiques et socioéconomiques. Les attaques terroristes, de nos jours, touchent la quasi-totalité des régions du pays. Le nombre de Personnes Déplacées Internes augmente au fil du temps. Les droits des enfants et des personnes vulnérables sont de plus en plus menacés. Dans le même temps, les conditions de vie socioéconomiques des femmes et des hommes s'empirent et les jeunes confrontés au chômage sont exposés à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

À l'analyse, les politiques publiques de développement n'ont pas réussi à créer aux niveaux national et local de réelles dynamiques de transformation des structures économiques, démographiques et sociales devant induire la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyen-ne-s, de façon équitable et inclusive.

Ceci étant, l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique), dans son plan stratégique 2023-2027, tient compte des enseignements tirés de la mise en œuvre de son précédent plan de travail, de ses forces et de ses faiblesses ainsi que des opportunités et des menaces relevant de son contexte d'évolution.

De ce fait, les axes et les objectifs stratégiques ainsi que les actions prioritaires du présent plan émanent du diagnostic de l'organisation et son environnement social, politique, économique, sécuritaire et humanitaire. Ainsi, il s'est agi de prendre en compte des aspirations légitimes et profondes des populations de la zone d'intervention de l'organisation en matière d'amélioration de leurs conditions de vie, d'accès aux services sociaux de qualité, d'accès à l'emploi, de justice sociale, de sécurité, de cohésion sociale, etc.

Le présent document de plan stratégique 2023-2027 qui résulte des travaux de diagnostic et de planification suivant une démarche participative est structuré autour des principales parties ci-après :

- a. contexte et justification ;
- b. démarche méthodologique d'élaboration du plan stratégique ;
- c. présentation d'UNIJED/Afrique ;
- d. analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces ;
- e. orientations stratégiques ;
- f. mise en œuvre, suivi et évaluation du plan stratégique ;
- g. analyse et gestion des risques ;
- h. conclusion.



CONTEXTE ET JUSTIFICATION



I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

UNIJED/Afrique a enregistré d'énormes progrès au cours des cinq dernières années (2018-2022), en particulier en matière de santé communautaire, d'éducation et de formation professionnelle, de prévention et de gestion des conflits, de promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, de prévention et de protection des enfants affectés par les situations d'urgence ainsi que des personnes déplacées internes, d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état-civil, etc.

Dans sa zone d'intervention, UNIJED/Afrique est bien perçue par les populations, entretient de bonnes relations de collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'État (santé, éducation, action humanitaire, jeunesse, etc.), jouit d'une bonne notoriété auprès des partenaires techniques et financiers (UNICEF, Humanité et Inclusion, Union Européenne, etc.). De plus, l'association est membre de plusieurs réseaux et faitières d'association (SPONG, BURCASO, CNJ/BF), de plusieurs groupes thématiques et de clusters aux niveaux national et régional.

Le contexte général dans lequel UNIJED/Afrique développe ses initiatives est marqué par une croissance démographique toujours forte et la jeunesse de la population du pays. En effet, selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH 2019), la population burkinabè estimée à 20 505 155 habitants (dont 51,7% de femmes) est à forte dominance jeune, car les enfants de moins de 15 ans représentent 45,3% et les jeunes de 15-34 ans sont à 32,6%.

De plus, ce contexte est caractérisé par l'insécurité liée au terrorisme, le déplacement forcé des populations, la fermeture des administrations et des services publics (éducation, santé, état civil...) au niveau local, le risque de radicalisation des jeunes exposés au chômage, la crise politique qui mine le pays avec l'arrivée des militaires au pouvoir et la dissolution des conseils de collectivités territoriales élus et les difficultés économiques de divers ordres.

Durant la période de mise en œuvre du plan stratégique 2018-2022, UNIJED/Afrique a été confrontée à un certain nombre de défis. Il s'agit notamment de la situation sécuritaire, humanitaire, politique et socio-économique qui est en évolution constante, volatile et non encore maîtrisée.

En effet, depuis 2016, le pays est confronté à une profonde crise socio-sécuritaire qui se manifeste par des attaques de groupes armés, des enlèvements, des assassinats et des menaces de mort de leaders d'opinion. De nos jours, elle concerne principalement les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, du Centre-Nord, du Centre-Ouest, de l'Est, des Hauts-Bassins, du Nord, du Sahel et du Sud-Ouest.

Les conséquences multidimensionnelles de cette situation difficile concernent :



Le déplacement forcé de 2 062 534 personnes dont **23,91% de femmes et 58,50% d'enfants** (SP/CONASUR, 31 mars 2023)



La fermeture de 6 149 établissements scolaires affectant 1 041 681 élèves dont 505 748 filles (48,55%) et 31 004 enseignants dont 9 937 femmes (32,05%)¹, privant ces enfants de leur droit à l'éducation et au développement intellectuel, exposant ainsi davantage les enfants issus de familles pauvres à de nombreux risques et/ou compromettant définitivement leur bien-être et leur avenir



La fermeture totale, à la date du 31 janvier 2023, de **265 formations sanitaires et le fonctionnement à minima de 418 formations sanitaires affectant 2 552 711 personnes²** (personnes âgées, femmes, enfants, populations des zones rurales concernées par les attaques terroristes)



la détérioration de la cohésion sociale et du vivre-ensemble des populations dans bon nombre de localités du pays.

le risque d'exposition d'une importante proportion de jeunes à la marginalisation, à la précarité, à des tensions avec les institutions de l'État et, surtout, à une probable adhésion aux discours extrémistes

Sur le plan politique, après l'insurrection populaire de 2014 et l'avènement du régime post-insurrectionnel en 2016, la situation est marquée par plusieurs soubresauts (fronde sociale caractérisée par des grèves et des mouvements d'humeur dans les administrations publiques et dans le secteur privé ainsi que des mutineries dans les casernes militaires).

En plus, au cours de l'année 2022, la mise-œuvre des activités a été marquée par l'avènement du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) qui a induit, d'une part, la dissolution des conseils des collectivités territoriales le 1^{er} février 2022 et, d'autre part, la mise en place des délégations spéciales des collectivités territoriales, durant le mois de juin 2022.

1. ST-ESU, rapport du 31 mai 2023

2. Bulletin n°1 du cluster santé, janvier 2023

Le contexte économique national est peu reluisant. Selon les données d'une étude d'impact socioéconomique de la Covid-19 au Burkina Faso réalisée en mars 2021 par le gouvernement burkinabè avec l'appui technique et financier du PNUD, la croissance économique a été affectée négativement (une croissance de 2,5% en 2020 contre 5,7% en 2019) et, de manière spécifique, les sous-secteurs les plus impactés sont la santé, l'éducation, la culture, le tourisme et le transport.

Ces difficultés économiques conjuguées à la croissance démographique de 3,1% par an avec des besoins de plus en plus croissants des populations entraînent souvent des tensions entre les dirigeants, les leaders politiques et les populations, des actes d'incivisme, des contestations des décisions de justice, des mouvements sociaux qui mettent le pays dans une trajectoire d'instabilité, d'intolérance, d'affrontement interethnique ou intercommunautaire où le patriotisme, la solidarité, la cohésion sociale et le vivre-ensemble sont mis en cause.

C'est partant des données de ce contexte national et de la volonté de renforcer les capacités organisationnelles et institutionnelles requises pour accroître son efficacité dans l'exécution de sa mission, qu'UNIJED/Afrique s'est engagée dans la réalisation de son diagnostic organisationnel en vue de l'élaboration de son plan stratégique 2023-2027.



DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE



II. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE D'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE

L'élaboration du plan stratégique 2023-2027 d'UNIJED/Afrique a été précédée par l'évaluation de ses capacités institutionnelles, organisationnelles, techniques et financières qui a permis de ressortir ses forces et ses faiblesses ainsi que les opportunités et les menaces liées à son contexte d'évolution.

Par ailleurs, le diagnostic organisationnel a guidé les options du présent plan stratégique en le basant, d'une part, dans les besoins réels de renforcement des capacités opérationnelles de l'association et, d'autre part, dans les priorités nationales en matière de promotion de la gouvernance, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, de fourniture et d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, formation, eau potable, etc.), d'action humanitaire et de protection de l'enfance et des personnes vulnérables.

La démarche méthodologique utilisée a été participative et collaborative. Ainsi, les membres des différents organes de gestion de UNIJED/Afrique (assemblée générale, conseil d'administration, secrétariat exécutif), le personnel technique (chefs de projet, chargés de suivi-évaluation- redevabilité-apprentissage, responsables administratifs et financiers, superviseurs...), des représentants de services techniques déconcentrés (directeurs provinciaux en charge de la jeunesse, de l'action humanitaire, de l'agriculture, etc.), des associations/ONG partenaires (UFC-Dori, ACD/NAANGUE, A2N...), des bénéficiaires des interventions de l'organisation ont été impliqués dans la collecte et l'analyse des données et la détermination des orientations de la stratégie.

La démarche méthodologique suivie, qui a combiné l'exploitation des sources écrites (revue documentaire), les entretiens semi-structurés approfondis avec les différentes parties prenantes, la séance d'auto-évaluation assistée des capacités de UNIJED/Afrique et l'atelier de planification, s'est déclinée en trois (03) principales phases qui sont :

- a. la phase de préparation : élaboration des outils de collecte et d'analyse des données et tenue de la réunion de cadrage méthodologique ;
- b. la phase de collecte et d'analyse des données : exploitation des sources écrites (revue documentaire), conduite des entretiens semi-structurés approfondis avec des acteurs-clés, animation d'une séance d'auto-évaluation assistée des capacités de l'organisation, atelier de planification ;
- c. la phase d'élaboration et de validation des livrables : rapport de diagnostic organisationnel, plan stratégique 2023-2027 et atelier de validation.



PRÉSENTATION D'UNIJD/AFRIQUE



III. PRÉSENTATION D'UNIJD/AFRIQUE

3.1. Historique de création



L'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJD/ Afrique) est une organisation de la société civile de droit burkinabè créée en septembre 1999 à l'initiative d'un groupe d'élèves, d'étudiants, de jeunes commerçants et de fonctionnaires. De nos jours, conformément à la loi 64-2015/CNT du 20 octobre 2015 portant liberté d'association, elle est enregistrée sous le récépissé N°0000493501/MATD/CH du 6 mars 2019.

Le siège social de UNIJD/Afrique est fixé à Djibo dans la province du Soum. Également, l'UNIJD/Afrique dispose de bureaux régionaux à Dori (Sahel), à Ouahigouya (Nord), à Ouagadougou (Centre), à Kaya (Centre-Nord) et à Gaoua (Sud-Ouest).

3.2. Zones d'intervention



UNIJD/Afrique intervient dans les régions du Sahel (Soum, Séno, Oudalan, Yagha), du Nord (Yatenga, Loroum, Passoré), du Centre (Arrondissement 9 de Ouagadougou), du Centre-Nord (Bam et Namentenga) et du Sud-Ouest (Ioba, Bougouriba, Nombiel et Poni).

Mais il convient de relever que l'ambition de l'organisation est de couvrir l'ensemble du territoire national en mettant en place des représentations au niveau des treize (13) régions administratives du Burkina Faso.

3.3. Principaux domaines d'intervention



Les principaux secteurs d'intervention de UNIJD/Afrique sont :

- la santé communautaire ;
- l'éducation ;
- la protection de l'enfance ;
- l'humanitaire ;
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- le renforcement des moyens d'existence/relèvement économique ;
- la gouvernance (droits humains, cohésion sociale).



3.4. Principales réalisations

Tableau n°1 : Situation des principales réalisations de l'UNIJED/Afrique de 2018 à 2023

N°	Période de mise en œuvre	Projets	Partenaires techniques et financiers	Partenaires de mise en œuvre	Zones d'intervention
1	2018	Projet « Agir ensemble à travers la culture pour un environnement apaisé et sécurisé au Sahel »	Fonds de Développement Culturel et Touristique (FDCT)	-	Région du Sahel
2	06/2019 à 12/2019	Projet de prévention et de gestion des conflits liés à la gestion des ressources naturelles	PNUD	A2N	Arbinda, Kelbo et Djibo
3	01/2019 à 09/2019	Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD)	Banque Mondiale	ASMAD	Djibo
4	07 à 12/2019	Projet d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état-civil (notamment des naissances)	UNICEF		Provinces du Soum et de l'Oudalan
5	12/2019 à 05/2020	Projet de prévention et de protection des enfants affectés par les situations d'urgence	UNICEF		Arbinda, Déou et Gorom-Gorom
6		Projet de protection des personnes déplacées internes	DRC/UNICEF		Djibo et Arbinda
7	2016 à 2019	Projet de Promotion des droits à la Santé Sexuelle et Reproductive	Médecins du Monde France (MDM)		Djibo, Arbinda-Kelbo
8		Projet « Ambassadeurs de la Paix »	BFRP/OTI à travers l'USAID		Province du Soum
9	02 à 04 2020	Projet « Dotation de kits de friandises aux femmes déplacées »	BFRP/OTI à travers l'USAID		Province du Soum

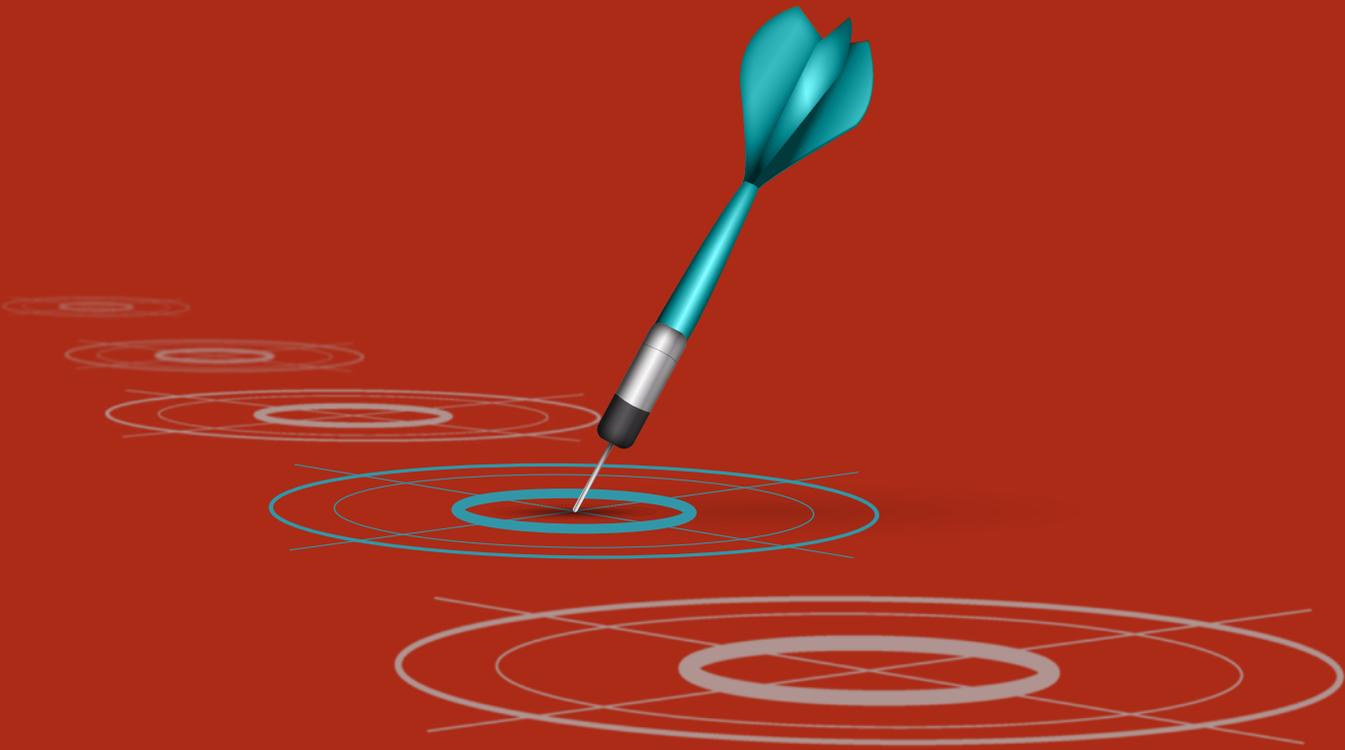
N°	Période de mise en œuvre	Projets	Partenaires techniques et financiers	Partenaires de mise en œuvre	Zones d'intervention
10	2019	Caravane de dialogue intercommunautaire au profit des communes	BFRP/OTI à travers l'USAID		Djibo, Tongomayel et Pobé-Mengao
11	01 à 06/2019	Projet « Opportunité pour les jeunes » dont l'objectif est de renforcer la résilience des jeunes à travers l'encadrement, la dotation en matériel pédagogique et en bourse de transport pour la participation aux concours de la Fonction publique	BFRP/OTI à travers l'USAID		Province du Soum
12	2016 à nos jours	Nouveau mécanisme de financement du paludisme/VIH et Tuberculose	Fonds Mondial à travers le PADS/PROGETTOMONDO		Commune de Bani
13	06/2010 à 12/2010	Projet de renforcement de la collaboration entre les FDS, l'administration et les populations civiles	OIM		Djibo, kelbo et Arbinda
14	11 à 12/2020	Projet WASH (food security and protection activities to mitigate the effects of the COVID-19 pandemic in Burkina Faso)	OXFAM		commune de Dori
15	01 à 06/2020	Projet de fourniture, dans un cadre communautaire sain et assaini, de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence	UNICEF		Provinces de l'Oudalan (communes de Gorom-Gorom, Markoye, Déou, Oursi, TinAkoff) et Séno (communes de Gorgadji, Dori)

N°	Période de mise en œuvre	Projets	Partenaires techniques et financiers	Partenaires de mise en œuvre	Zones d'intervention
16	2020-2025	Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC) volet « Gouvernance et cohésion sociale »	DUE	AGED,Solidarité International au BF et IRC et Delta Survie au Mali	Province du Soum (Diguél, Po-bé-Mengao, Djibo)
17	01/07/2022 au 31/06/2023	Projet « Renforcer la résilience des communautés affectées par la crise par l'offre de service intégré de protection et d'éducation » (projet tilgré)	FHRAOC/OCHA	Children Believe	Région du Centre-Nord (Tougouri, Kongoussi, Barsalogo)
18	01/01/2023 au 31/06/2023	Projet « Fourniture de services intégrés de protection et de violence basée sur le Genre pour les personnes déplacées internes et communautés hôtes dans la région du Centre-Nord »	FHRAOC/OCHA	Children Believe	Tougouri, Barsalogo, Kongoussi
19	01/07/2022 au 31/06/2023	Projet « Réponses multisectorielles et intégrées aux besoins de protection et de nutrition des populations les plus affectées »	FHRAOC/OCHA	Save the Children	Région du Sahel (Gorom-Gorom, Dori)
20	01/01/2023 au 31/06/2023	Réponse intégrée Nutrition Protection pour les populations les plus affectées par la crise dans la région du Sahel – Ri-NuPro Sahel	FHRAOC/OCHA	Save the Children	Gorgadji, Djibo

N°	Période de mise en œuvre	Projets	Partenaires techniques et financiers	Partenaires de mise en œuvre	Zones d'intervention
21	01/01/2023 au 31/06/2023	Projet « Restaurer la dignité des personnes déplacées les plus vulnérables par la crise dans les zones prioritaires du Centre-Nord par une réponse intégrée aux besoins humanitaires critiques en abris, EHA et appui aux moyens d'existence »	FHRAOC/OCHA	Solidarités International	Kongoussi
22	06/2022 à 08/2023	Projet « Renforcer la gouvernance dans les zones transfrontalières pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits »	UNICEF/PBF	-	Région du Sud-Ouest
23	05/2022	Projet « Réponse d'urgence aux besoins de 64 000 personnes déplacées et hôtes les plus vulnérables, exacerbées par le blocus de Djibo »	Starte Fund	Solidarité, DM	Djibo
24	01/07/2022 au 31/06/2024	Projet « Joining forces for child protection in emergencies (GVC We-World) »	GFFO	Weworld GVC	Djibo et Gorom-Gorom
25	07/2020 à 10/2020	Projet continuum des services VIH au profit des personnes déplacées internes, des demandeurs d'asile et des réfugiés dans les zones touchées par l'insécurité au Burkina Faso	Budget de l'État	BURCASO/SP/CNLS	Province du Soum et l'Oulandan
26	2020	Projet de « mise en œuvre de la lutte contre le VIH/SIDA et les IST au profit des jeunes et adolescent(e)s »	SP/CNLS		Commune de Dori
27	09/2022 à 03/2023	Projet de renforcement des capacités locales pour la prévention des risques liés aux armes légères et de petite calibre	MAG (Min Advisory Group)		Poni, Nounbiel, Bougouriba et Ioba



ANALYSE DES FORCES, DES FAIBLESSES, DES OP- PORTUNITÉS ET MENACES



IV. ANALYSE DES FORCES, DES FAIBLESSES, DES OPPORTUNITÉS ET MENACES

L'analyse diagnostique organisationnelle de UNIJED/Afrique fait ressortir les forces et les faiblesses importantes aussi bien au niveau de la gouvernance et du fonctionnement de l'association que de sa capacité de planification, d'exécution et de suivi-évaluation des activités, de mobilisation et de gestion des ressources humaines, financières et matérielles, de développement du partenariat, de communication et de visibilité.

La phase de diagnostic a également permis de cerner les opportunités et les menaces liées au contexte démographique, politique, socioéconomique, sécuritaire et humanitaire dans lequel l'UNIJED/Afrique mène ses activités.

Tableau n°2 : Synthèse des forces et des faiblesses de l'UNIJED/Afrique

Axes	Forces	Faiblesses
<p>Organisation et fonctionnement de l'association</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence de textes statutaires (statuts et règlement intérieur) ; ▪ Existence d'un code de conduite sociale, éthique et environnementale ; ▪ Existence d'un manuel de sûreté et de sécurité ; ▪ Existence d'un manuel de suivi-évaluation ; ▪ Existence d'un manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable ; ▪ Définition claire des attributions des différents organes de direction et de gestion (AG, CA, SE) ; ▪ Tenue régulière des sessions du CA ; ▪ Bon fonctionnement du SE ; ▪ Ouverture de l'antenne de Ouagadougou (qui abrite actuellement le Secrétariat exécutif) ; ▪ Assez bonne connaissance de la vision, de la mission et des objectifs de l'association par les membres et le personnel technique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non-tenu des sessions de l'assemblée générale (depuis 2020) pour des raisons d'insécurité ayant conduit à l'inaccessibilité de la ville de Djibo ; ▪ Non-indication du CC dans l'organigramme ; ▪ Faible disponibilité de certains membres du CA ; ▪ Surcharge de travail du Secrétaire exécutif ; ▪ Défaut de formulation (très vaste, irréaliste et irréalisable) de la vision de l'association ; ▪ Non-prise en compte dans la mission des éléments liés à « la paix, la cohésion sociale et l'humanitaire » ; ▪ Faible appropriation de la vision, de la mission et des valeurs fondamentales de l'association par des membres.

Axes	Forces	Faiblesses
<p>Capacité de planification, d'exécution et de suivi-évaluation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence/disponibilité d'un plan stratégique 2018-2022 ; ▪ Existence d'un manuel de suivi-évaluation ; ▪ Engagement du processus d'élaboration d'un plan stratégique 2023-2027 ; ▪ Implication de tous les membres dans le processus de prise de décision de détermination des orientations de développement ; ▪ Prise en compte de la mission et des objectifs de l'association dans la détermination des axes d'intervention et des activités du plan stratégique 2018-2022 ; ▪ Élaboration de cadre logique des projets réalisés ou en cours d'exécution ; ▪ Respect par le personnel technique des délais d'exécution des projets réalisés ou en cours d'exécution ; ▪ Engagement des dirigeants à valoriser et à tenir compte des leçons apprises de l'exécution et du suivi-évaluation des différents projets ainsi que des données du contexte sécuritaire, humanitaire, politique et socio-économique national. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non-alignement de certains projets exécutés ou en cours avec les priorités définies dans le plan stratégique 2018-2022 ; ▪ Absence au sein du Secrétariat exécutif de personne « responsabilisée » pour l'élaboration des différents dossiers de projets ou dossiers d'appel à projets ; ▪ Non-application du manuel de suivi-évaluation édicté par l'organisation à cause des procédures propres aux projets des partenaires ; ▪ Inexistence de base de données de suivi des interventions de l'association ; ▪ Gestion parcellaire des données liées à l'exécution des différents projets par chaque chargé de suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage ; ▪ Retard dans la production des rapports d'activités.

Axes	Forces	Faiblesses
<p>Capacité de mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité, en suffisance, de personnel technique actuel de l'association ; ▪ Bonne qualité technique du personnel de UNIJED/Afrique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inexistence de stratégie formelle de mobilisation de ressources financières et matérielles (internes et externes) ; ▪ Insuffisance des ressources financières et matérielles de l'association.
<p>Gestion des ressources humaines, financières et matérielles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence d'un manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable ; ▪ Existence d'un plan de recrutement des ressources humaines ; ▪ Ajustement de la stratégie de recrutement de UNIJED/Afrique à ses besoins et à ses objectifs ; ▪ Existence de plusieurs outils de recrutement et de gestion du personnel technique ; ▪ Existence d'un système de gestion comptable (comptabilité de trésorerie) ; ▪ Programmation prévisionnelle du budget lié au fonctionnement et à la réalisation des activités ; ▪ Tenue journalière de la comptabilité ; ▪ Tenue régulière des inventaires des engagements. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Non-application de certaines dispositions du plan de recrutement, de procédures de recrutement et des indications de détermination des rémunérations du personnel technique ; ▪ Retard dans la production des états financiers ; ▪ Retard dans l'élaboration des rapports financiers ; ▪ Irrégularité de réalisation des rapprochements bancaires mensuels.

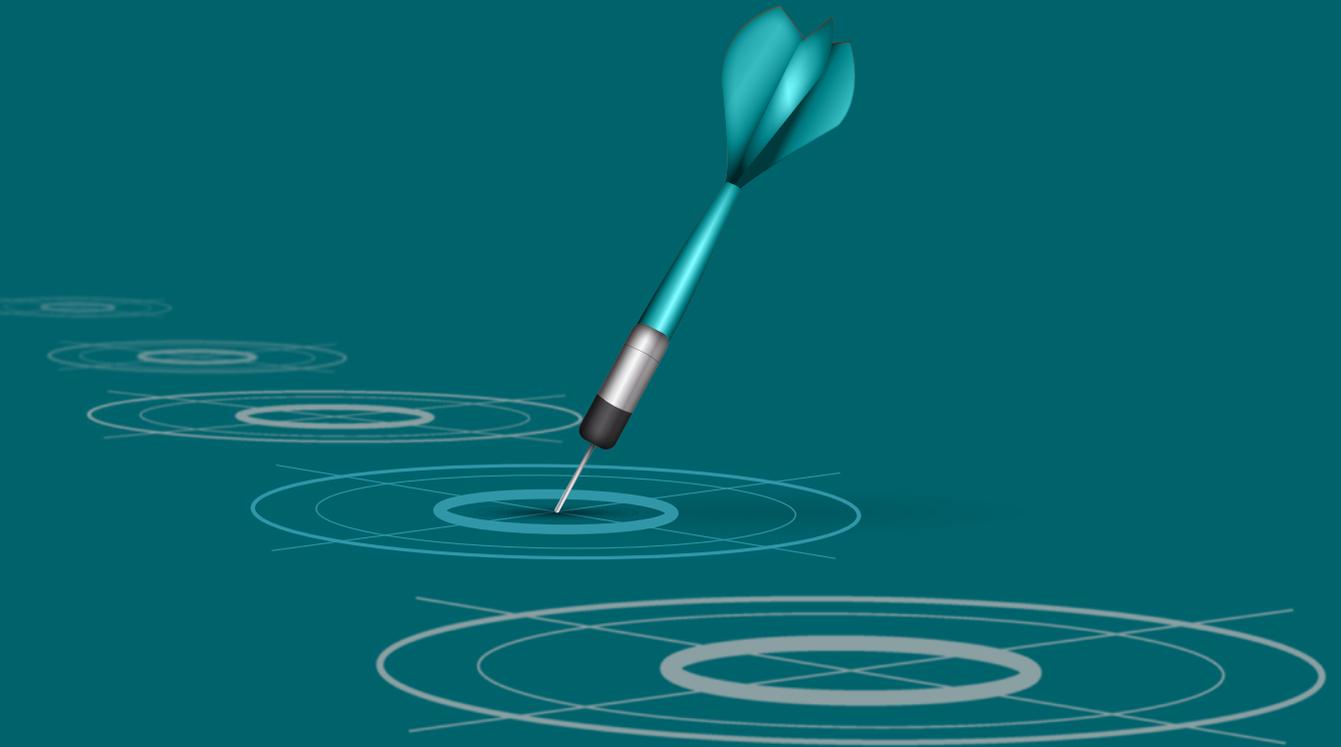
Axes	Forces	Faiblesses
<p>Développement/recherche de partenariat</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bonne collaboration avec des services techniques déconcentrés de l'État (santé, éducation, jeunesse, action sociale/humanitaire, agriculture, etc.) ; ▪ Existence de relations de partenariat avec des partenaires techniques et financiers ainsi que des associations/ONG et des projets/programmes de développement ; ▪ Participation à plusieurs réseaux et faîtières d'association (SPONG, BURCASO, CNJ/BF), de plusieurs groupes thématiques et de clusters aux niveaux national et régional. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de stratégie ou de plan de gestion des relations publiques ; ▪ Manque de stratégie formelle de pérennisation du partenariat.
<p>Information, communication et visibilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence de plusieurs moyens et outils d'information et de communication (lettres, circulaires, notes de service, sessions annuelles de l'AG, réunions semestrielles du CA, rapports d'activités, site web et page Facebook) ; ▪ Bonne notoriété et crédibilité en matière de mise en œuvre de projets auprès des partenaires ; ▪ Décoration de UNIJED/Afrique (médaille d'honneur des collectivités territoriales au Burkina Faso) ; ▪ Affectation de personnel spécifique pour l'alimentation/animation du site internet et de la page Facebook. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Manque de plan de communication ; ▪ Faible alimentation/animation du site internet et de la page Facebook ; ▪ Faible capitalisation des expériences et diffusion des documents produits ; ▪ Faible visibilité de l'association.

Tableau n°3: Synthèse des opportunités et des menaces liées au contexte démographique, politique, socioéconomique, sécuritaire et humanitaire

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Acceptation de l'association par les populations de ses zones d'intervention ; ▪ Bonne collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'État ; ▪ Crédibilité de l'association auprès des partenaires techniques et financiers ; ▪ Disponibilité des partenaires techniques et financiers dans les principaux domaines d'intervention de l'association ; ▪ Participation à plusieurs réseaux et faîtières d'association (SPONG, BURCASO, CNJ/BF), de plusieurs groupes thématiques et de clusters aux niveaux national et régional ; ▪ Retour envisagé des PDI dans leurs zones d'origine. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Détérioration du contexte socio-sécuritaire, humanitaire et économique ; ▪ Persistance des soubresauts politiques ; ▪ Dégradation de la cohésion sociale et du vivre-ensemble ; ▪ Fermeture des établissements scolaires et des formations sanitaires ; ▪ Déplacement forcé des populations.



ORIENTATIONS STRATÉGIQUES



V. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

5.1. Vision



La vision est : « à l'horizon 2033, UNIJED/Afrique est une organisation de référence en matière de promotion du bien-être des citoyens et de protection des droits de l'enfant et des personnes vulnérables au Burkina Faso ».

5.2. Mission



La mission de UNIJED/Afrique est de « contribuer à l'accès équitable, inclusif et non-discriminatoire des populations aux services sociaux de base, à l'emploi et à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la consolidation de la paix ».

5.3. Objectifs



Les objectifs poursuivis par UNIJED/Afrique sont :

- renforcer la résilience des populations face aux grands défis du siècle (les changements climatiques, l'insécurité, la santé, la sécurité alimentaire) ;
- contribuer à la promotion de la cohésion sociale, du vivre-ensemble et de la stabilité entre les peuples et les nations ;
- promouvoir l'éducation pour tous et la formation professionnelle des jeunes ;
- promouvoir la bonne gouvernance politique et économique à travers la veille et le contrôle citoyen ;
- contribuer à la promotion et à la valorisation des droits humains en général et de la protection de l'enfant en particulier ;
- valoriser le potentiel culturel et artisanal des peuples.

5.4. Valeurs fondamentales



UNIJED/Afrique, dans le cadre de ses interventions, a souscrit aux principales valeurs fondamentales ci-après :



Le professionnalisme

orientation qualité, respect des délais, procédures normées, réactivité ;



L'intégrité

tolérance zéro pour la corruption, fiabilité des informations, respect de la parole donnée, honnêteté, sincérité ;



La transparence

large diffusion des méthodes de travail, explication des décisions, connaissances des règles par le public, diffusion des données de capitalisation ;



La solidarité

renforcement des relations de coopération et d'aides mutuelles entre les communautés ;



L'humanisme

priorité accordée à la personne humaine et à son épanouissement.

5.5. Principes directeurs



Outre les principes qui guident l'action humanitaire, le présent plan stratégique s'appuie sur les suivants :

- le genre et l'autonomisation des femmes qui consistent à permettre aux femmes de prendre des décisions déterminantes concernant les différents problèmes de la société, d'avoir la possibilité de redéfinir les rôles et plus de liberté pour poursuivre les objectifs souhaités ;
- la gestion axée sur les résultats : un processus continu de recherche de l'efficacité dans lequel les données sur les résultats et sur le rendement orientent la mise en œuvre et déterminent l'affectation des ressources pour atteindre des objectifs préalablement définis, en réponse aux attentes exprimées ;
- la bonne gouvernance : la gestion des activités et des ressources impliquant la transparence, la participation, la responsabilité, l'obligation de rendre compte de ses actes et la capacité de répondre aux besoins de la population ;
- l'innovation : recherche constante d'amélioration des pratiques, des méthodes et outils de travail.

5.6. Axes stratégiques, objectifs stratégiques et actions prioritaires



Tableau n°4 : Aperçu sur les axes stratégiques, les objectifs stratégiques et les actions prioritaires

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Axe stratégique 1 : Améliorer la structuration, le fonctionnement et les capacités opérationnelles de UNIJED/Afrique	
Renforcer les capacités techniques des membres et du personnel technique pour la réalisation efficace et efficiente de la mission de UNIJED/Afrique	Élaborer un plan de renforcement des capacités des membres et du personnel technique de l'UNIJED/Afrique
	Réaliser des ateliers de formation des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique sur les thèmes pertinents identifiés sur la base des besoins de capacitation
	Assurer une formation du personnel technique de UNIJED/Afrique sur les documents stratégiques de la structure (manuel de SE, code de sûreté et de sécurité, code d'éthique)
	Réaliser des ateliers de formation des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique sur les droits et devoirs de l'enfant et sur la protection de l'enfant en situation d'urgence y compris les VBG et les PSEA
Améliorer les capacités de communication, de plaidoyer et d'influence de UNIJED/Afrique en vue de son rayonnement aux plans national et international	Créer une cellule de montage de projets, de communication, de plaidoyer et d'influence
	Élaborer un plan de communication (interne et externe) et de plaidoyer
	Assurer l'animation régulière du site internet et de la page Facebook
Mobiliser les partenaires, les ressources matérielles et financières suffisantes pour le fonctionnement optimal et la mise en œuvre des activités de UNIJED/Afrique	Recruter et assurer la prise en charge d'un spécialiste en communication et plaidoyer
	Élaborer un plan de mobilisation de ressources financières et matérielles
	Élaborer une stratégie de mobilisation et de gestion des relations publiques (autorités locales, services techniques déconcentrés, citoyens bénéficiaires, partenaires techniques et financiers, etc.)
	Organiser une table ronde des partenaires de l'association
	Participer aux rencontres et aux activités du SPONG, du BURCASO, du cluster national protection, la consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires
Mettre en place et assurer le fonctionnement d'une cellule de veille et d'identification des opportunités de partenariat et des appels à projets	

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Assurer le fonctionnement optimal de UNIJED/Afrique, le suivi, l'évaluation des activités et la capitalisation des expériences	Relire le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable de UNIJED/Afrique y compris l'organigramme (en vue de réorganiser les services/départements rattachés au secrétariat exécutif)
	Recruter et assurer la prise en charge d'un spécialiste en sécurité (basé à Ouaga)
	Tenir régulièrement les instances (AG, CA) de UNIJED/Afrique
	Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique
	Réaliser l'évaluation (à mi-parcours et finale) du plan stratégique
	Organiser des revues périodiques (annuelles) du plan stratégique
	Réaliser la capitalisation des expériences et des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre du plan stratégique
	Diffuser les résultats de la capitalisation des expériences et des bonnes pratiques liés à la mise en œuvre du plan stratégique
Organiser un atelier bilan global de la mise en œuvre du plan stratégique	
Axe stratégique 2 : Améliorer la fourniture des services sociaux de base, d'emploi et d'insertion professionnelle	
Développer et consolider les acquis en matière de fourniture des services sociaux de base au cours des cinq (05) prochaines années au profit des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes vulnérables et défavorisées	Formuler un programme de relance du Sahel burkinabè
	Organiser des campagnes de sensibilisation (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) au profit des adolescent(e)s, des jeunes et des personnes déplacées internes sur la prévention du VIH, des IST et la SSR
	Organiser des campagnes de dépistage du VIH, de l'hépatite B, du cancer du col de l'utérus et du sein en stratégie avancée au profit des adolescent(e)s, des jeunes et des personnes déplacées internes
	Organiser des campagnes (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) au profit des adolescent(e)s, des jeunes, des femmes et des personnes déplacées internes sur le paludisme et la tuberculose
	Organiser des campagnes de sensibilisation des populations, notamment des personnes déplacées internes sur l'importance des actes d'état civil
	Organiser des campagnes d'appui à la délivrance des actes d'état civil au profit des enfants et des personnes vulnérables, y compris des personnes déplacées internes
	Organiser des campagnes d'appui à la délivrance et sensibilisation des populations, notamment des personnes déplacées internes sur l'importance des actes d'état civil
	Organiser des ateliers de sensibilisation des autorités coutumières et religieuses sur la cohésion sociale et la prise en compte des personnes vulnérables et défavorisées dans l'accès aux services sociaux de base (eau potable, éducation et santé)
	Promouvoir/vulgariser les actions en matière WASH, notamment le système ATP

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Renforcer l'éducation et la formation professionnelle des jeunes en vue de leur insertion socio-professionnelle	Organiser des campagnes d'alphabétisation et d'éducation non formelle au profit des adolescent(e)s, des jeunes, des femmes et des personnes déplacées internes
	Organiser des journées d'orientation et d'appui-conseil des jeunes sur l'emploi et les métiers
	Construire et équiper un centre de formation professionnelle moderne au profit des jeunes et des femmes
	Accompagner les jeunes et les femmes formés dans la certification de leur formation
	Organiser des ateliers de formation du personnel éducatif sur l'éducation en situation d'urgence et l'aménagement d'Espace Temporaire d'Apprentissage (ETA)
	Appuyer la valorisation du potentiel artistique et culturel des jeunes et des femmes (dans des cadres tels le SIAO)
Promouvoir la sécurité alimentaire durable, la résilience et le relèvement économique des populations, notamment des personnes vulnérables, à travers la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et pastorales	Organiser des séances de sensibilisation des producteurs sur l'application du paquet technologique diguettes, cordons pierreux, zaï, fosses fumières, demi-lunes, RNA)
	Réaliser des activités de récupération des terres dégradées (diguettes, cordons pierreux, zaï, fosses fumières, demi-lunes, RNA)
	Doter les producteurs en semences améliorées
	Équiper les femmes et les jeunes avec du matériel adéquat de cultures de contre-saison
	Appuyer les AGR des femmes, notamment des femmes déplacées internes

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Axe stratégique 3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées	
<p>Fournir des services de soutien psychosocial et de santé mentale aux enfants affectés par la crise humanitaire</p>	<p>Aménager et équiper des Espaces Amis des Enfants (EAE)</p> <p>Organiser des activités psychosociales dans les Espaces Amis des Enfants (EAE) au profit des enfants, des adolescent(e)s et des femmes déplacés internes</p> <p>Organiser des campagnes de sensibilisation (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) des communautés (femmes, hommes et enfants) déplacées internes et hôtes sur les droits et devoirs des enfants, sur les risques de violences, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale, sur les risques EAFGA, l'Éducation aux Risques de Mines (ERM), les VBG et les pires formes de travail auxquelles sont exposés les enfants affectés par la crise humanitaire</p> <p>Prendre en charge des enfants à besoins spécifiques au moyen du mécanisme de gestion de cas (enfants victimes de VEDAN, enfants en situation de travail, victimes des mines, enfants malades sans soins ou affectés par le COVID-19, etc.) y compris l'organisation des conférences de cas</p> <p>Soutenir la prise en charge d'urgence des ENAES et EAFGA (prise en charge transitoire, alternative, placement en famille d'accueil, appui aux familles d'accueil, appui à la réunification familiale ou en kit de réintégration, etc.)</p>
<p>Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant</p>	<p>Mettre en place des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE)</p> <p>Dynamiser/restructurer des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE)</p> <p>Mettre en place des Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE)</p> <p>Mettre en place des Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE)</p> <p>Dynamiser/restructurer des Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE)</p> <p>Dynamiser/restructurer des Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE)</p> <p>Accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action des CCPE, RCPE et RPPE</p> <p>Réaliser des ateliers de renforcement des capacités des membres des CCPE, RCPE et RPPE</p> <p>Appuyer la tenue régulière des instances des CCPE, RCPE et RPPE</p>

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Axe stratégique 3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées	
Renforcer les capacités techniques des acteurs de prévention et de protection de l'enfant	Réaliser des ateliers de renforcement des capacités des acteurs de protection de l'enfant, y compris les travailleurs sociaux, sur les droits et devoirs de l'enfant, sur la protection de l'enfant en situation d'urgence, sur l'identification des besoins de protection des enfants, sur le soutien (prise en charge) psychosocial, la santé mentale et sur le processus de gestion de cas
	Organiser des ateliers de formation au profit des membres des CCPE, RCPE et RPPE sur les droits et devoirs des enfants, sur la prévention des violences, l'abus, l'exploitation et la négligence contre les enfants, sur la séparation familiale, la surveillance et le rapportage des violences notamment les VBG/AES et sur leurs rôles et responsabilités dans la protection de l'enfant
	Renforcer les capacités des acteurs de première ligne en matière de lutte contre les VBG (travailleurs sociaux, agents de santé, agents de sécurité et staffs d'ONG de protection) sur les VBG, le processus d'orientation, de référencement et de prise en charge des survivants de VBG.
	Organiser des actions de sensibilisation des populations sur l'atténuation des risques de VBG, la prévention des violences basées sur le genre (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)
Organiser des actions de sensibilisation des populations, y compris les enfants, sur les mécanismes et l'accès à un canal sûr et accessible de dénonciation des abus et exploitation sexuels et des VBG (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)	

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
Améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de réponse, de mitigation de risques et de prévention des violences dans le contexte d'urgence sécuritaire	Construire et aménager des espaces sûrs d'écoute des femmes et filles
	Accompagner l'organisation des journées commémoratives dédiées aux droits des femmes et à l'élimination des violences à l'endroit des femmes et des filles (16 jours d'activisme, 08 mars, etc.)
	Apporter un accompagnement/soutien psychosocial et une prise en charge sanitaire, alimentaire et psychologique aux femmes et filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de Violences Basées sur le Genre (VBG)
	Apporter un accompagnement en kit de dignité, en AGR et en cash transfert aux femmes et filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de Violences Basées sur le Genre (VBG) Mettre en place des mécanismes de feedback et de gestion des plaintes des cas de VBG et AES se produisant dans les différentes zones d'intervention de UNIJED/Afrique
Axe stratégique 4 : Renforcer la gouvernance, la culture démocratique locale et la cohésion sociale	
Structurer et renforcer les capacités de veille citoyenne et d'influence des politiques publiques locales des associations locales	Mettre en place des réseaux d'associations locales pour la défense des intérêts des citoyens urbains et ruraux auprès des pouvoirs publics
	Organiser des ateliers de formation des membres des réseaux d'associations locales sur des thèmes pertinents identifiés (réseautage, plaidoyer et interpellation, communication sociale, contrôle citoyen de l'action publique, approche fondée sur les droits humains, processus des élections locales, leadership et gestion de groupe, gestion des plaintes, etc.)
	Appuyer l'élaboration des plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales
	Appuyer (financer) la mise en œuvre des plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales Appuyer la mise en place et le fonctionnement de mécanismes locaux de recueil et de gestion des plaintes liées à la fourniture et à l'accès des services sociaux de base (santé, eau potable, éducation, état civil...)

Objectifs stratégiques	Actions prioritaires
<p>Renforcer les mécanismes locaux de participation citoyenne et de redevabilité sociale favorables à la production d'un service public de qualité et à une gestion transparente des biens publics</p>	<p>Appuyer la tenue des sessions de concertation multi-acteurs entre les autorités locales et les citoyen(ne)s autour des questions de gouvernance locale, de développement local et du vivre-ensemble</p>
	<p>Appuyer l'organisation par les autorités locales de journées de redevabilité sociale et de dialogue avec les citoyen(ne)s</p>
	<p>Appuyer/promouvoir la participation des réseaux d'associations locales dans la gestion des affaires publiques locales</p>
	<p>Accompagner les collectivités territoriales dans le processus d'élaboration de budget participatif</p>
<p>Accompagner la construction d'une culture citoyenne locale au sein de la jeunesse</p>	<p>Mettre en place des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble"</p>
	<p>Organiser des ateliers de formation des membres des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" sur des thèmes pertinents identifiés (communication non-violente, médiation sociale, prévention et gestion des conflits communautaires, prévention de la radicalisation des jeunes et lutte contre l'extrémisme violent, contrôle citoyen de l'action publique, approche fondée sur les droits humains, etc.)</p>
	<p>Organiser des séances d'immersion des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" dans les institutions (Palais de justice, Gendarmerie, Police, Maison d'arrêt et de correction, Mairie, Préfecture, etc.)</p>
	<p>Organiser des journées d'échanges et de dialogue entre les "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" et les autorités coutumières et religieuses locales</p>
	<p>Organiser des journées d'échanges et de dialogue entre les "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" et les autorités administratives et politiques locales</p>
	<p>Mettre en place des cellules d'alerte et d'information sur les faits de radicalisation des jeunes et d'extrémisme violent</p>



5.7. Cadre de planification des actions

Tableau n°5 : Plan d'action 2023-2027 (en milliers de FCFA)

Actions prioritaires	Programmation physique				Programmation financière (en milliers de FCFA)							
	2023		2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4								
Axe stratégique n°1 : Améliorer la structuration, le fonctionnement et les capacités opérationnelles de UNIJED/Afrique												
Objectif stratégique n°1.1 : Renforcer les capacités techniques des membres et du personnel technique pour la réalisation efficace et efficiente de la mission de UNIJED/Afrique												
Élaborer un plan de renforcement des capacités des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique			X				2 500	0	0	0	0	2 500
Réaliser des ateliers de formation des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique sur les thèmes pertinents identifiés sur la base des besoins de capacitation							3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	12 000
Réaliser des ateliers de formation des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique sur les droits et devoirs de l'enfant et sur la protection de l'enfant en situation d'urgence y compris les VBG et les PSEA							0	3 000	3 000	0	0	6 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°1.1							5 500	6 000	6 000	3 000	3 000	20 500
Objectif stratégique n°1.2 : Améliorer les capacités de communication, de plaidoyer et d'influence de UNIJED/Afrique en vue de son rayonnement aux plans national et international												
Formuler un programme de relance du Sahel burkinabè				X			0	20 000	0	0	0	20 000
Créer et assurer le fonctionnement d'une cellule de montage de projets, de communication, de plaidoyer et d'influence		X	X	X	X		300	3 000	3 000	3 000	3 000	12 300

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)							
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4									
Élaborer un plan de communication (interne et externe) et de plaider				X				2 500	0	0	0	0	2 500
Assurer l'animation régulière du site internet et de la page Facebook	X	X	X	X	X	X	X	250	250	250	250	250	1 250
Recruter et assurer la prise en charge d'un spécialiste en communication, plaider et influence				X	X	X	X	300	2 400	2 400	2 400	2 400	9 900
Sous-total _ Objectif stratégique n°1.2													
Objectif stratégique n°1.3 : Mobiliser les partenaires, les ressources matérielles et financières suffisantes pour le fonctionnement optimal et la mise en œuvre des activités de UNIJED/Afrique													
Élaborer un plan stratégique de mobilisation de ressources financières et matérielles			X					2 500	0	0	0	0	2 500
Élaborer une stratégie de mobilisation et de gestion des relations publiques (autorités locales, services techniques déconcentrés, citoyens bénéficiaires, partenaires techniques et financiers, etc.)								2 500	0	0	0	0	2 500
Organiser une table ronde des partenaires de l'association				X				3 000	0	0	0	0	3 000
Participer aux rencontres et aux activités du SPONG, du BURCASO, du cluster national protection, à la consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires	X	X	X	X	X	X	X	500	500	500	500	500	2 500
Sous-total _ Objectif stratégique n°1.3													
Objectif stratégique n°1.4 : Assurer le fonctionnement optimal de UNIJED/Afrique, le suivi, l'évaluation des activités et la capitalisation des expériences													
								8 500	500	500	500	500	10 500

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)								
	2023				2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4										
Relire le manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable de UNIUED/Afrique, y compris l'organigramme (en vue de réorganiser les services/départements rattachés au Secrétariat exécutif)				X					3 500	0	0	0	0	3 500
Recruter et assurer la prise en charge d'un spécialiste en sécurité (basé à Ouaga)					X	X	X	X	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	60 000
Tenir régulièrement les instances (AG, CA) de UNIUED/Afrique	X	X	X	X	X	X	X	X	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Assurer le suivi de la mise en œuvre du plan stratégique			X	X	X	X	X	500	500	500	500	500	500	2 500
Réaliser l'évaluation (à mi-parcours et finale) du plan stratégique					X			X	0	0	3 000	0	4 000	7 000
Organiser des revues périodiques (annuelles) du plan stratégique					X		X	0	2 500	0	2 500	0	5 000	
Réaliser la capitalisation des expériences et des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre du plan stratégique					X			0	2 500	0	0	0	3 500	6 000
Diffuser les résultats de la capitalisation des expériences et des bonnes pratiques liés à la mise en œuvre du plan stratégique					X			X	0	500	0	0	500	1 000
Organiser un atelier bilan global de la mise en œuvre du plan stratégique							X	0	0	0	0	0	3 000	3 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°1.4									19 000	21 000	18 500	18 000	26 500	103 000
TOTAL_ AXE STRATÉGIQUE N°1									36 350	35 150	30 650	27 150	35 650	182 950

Actions prioritaires	Programmation physique						Programmation financière (en milliers de FCFA)									
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total			
	T1	T2	T3	T4												
Axe stratégique n°2 : Améliorer la fourniture des services sociaux de base, d'emploi et d'insertion professionnelle																
Objectif stratégique n°2.1 : Développer et consolider les acquis en matière de fourniture des services sociaux de base au cours des cinq (05) prochaines années au profit des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes vulnérables et défavorisées																
Organiser des campagnes de sensibilisation (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) au profit des adolescent(e)s, des jeunes et des personnes déplacées internes sur la prévention du VIH, des IST et la SSR			X	X								X	5 000	0	5 000	15 000
Organiser des campagnes de dépistage du VIH, de l'hépatite B, du cancer du col de l'utérus et du sein en stratégie avancée au profit des adolescent(e)s, des jeunes et des personnes déplacées internes					X							X	5 000	0	5 000	10 000
Organiser des campagnes (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) au profit des adolescent(e)s, des jeunes et des personnes déplacées internes sur le paludisme et la tuberculose				X								X	5 000	0	5 000	15 000
Organiser des campagnes de sensibilisation des populations, notamment des personnes déplacées internes sur l'importance des actes d'état civil				X								X	5 000	5 000	5 000	25 000

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)								
	2023				2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4										
Organiser des campagnes d'appui à la délivrance des actes d'état civil au profit des enfants et des personnes vulnérables, y compris des personnes déplacées internes				X	X	X	X	X	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
Organiser des ateliers de sensibilisation des autorités coutumières et religieuses sur la cohésion sociale et la prise en compte des personnes vulnérables et défavorisées dans l'accès aux services sociaux de base (eau potable, éducation et santé)						X	X		0	5 000	5 000	0	10 000	
Promouvoir/vulgariser les actions en matière WASH, notamment le système ATP				X	X	X	X	X	2 500	2 500	2 500	2 500	12 500	
Sous-total_ Objectif stratégique n°2.1									22 500	17 500	27 500	22 500	112 500	
Objectif stratégique n°2.2 : Renforcer l'éducation et la formation professionnelle des jeunes en vue de leur insertion socio-professionnelle														
Organiser des campagnes d'alphabétisation et d'éducation non-formelle au profit des adolescent(e)s, des jeunes, des femmes et des personnes déplacées internes				X	X	X	X	X	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Organiser des journées d'orientation et d'appui-conseil des jeunes sur l'emploi et les métiers				X	X	X	X	X	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000	
Construire et équiper un centre de formation professionnelle moderne au profit des jeunes et des femmes				X	X	X	X	X	0	20 000	10 000	0	30 000	
Accompagner les jeunes et les femmes formés dans la certification de leur formation					X	X	X	X	0	0	2 000	2 000	6 000	

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)									
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total		
	T1	T2	T3	T4											
Organiser des ateliers de formation du personnel éducatif sur l'éducation en situation d'urgence et l'aménagement d'Espace Temporaire d'Apprentissage (ETA)					X					0	3 000	0	0	3 000	
Appuyer la valorisation du potentiel artistique et culturel des jeunes et des femmes (dans des cadres tel le SIAO)						X			X	0	0	5 000	0	5 000	10 000
Sous-total_ Objectif stratégique n°2.2										13 000	36 000	30 000	15 000	20 000	114 000
Objectif stratégique n°2.3 : Promouvoir la sécurité alimentaire durable, la résilience et le relèvement économique des populations, notamment des personnes vulnérables, à travers la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et pastorales															
Organiser des séances de sensibilisation des producteurs sur l'application du paquet technologique (diguettes, cordons pierreux, zai, fosses fumières, demi-lunes, RNA)			X	X	X	X	X	X	X	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	12 500
Réaliser des activités de récupération des terres dégradées (diguettes, cordons pierreux, zai, fosses fumières, demi-lunes, RNA)					X			X	X	0	15 000	15 000	15 000	15 000	60 000
Doter les producteurs en semences améliorées					X			X	X	0	25 000	25 000	25 000	25 000	75 000
Équiper les femmes et les jeunes avec du matériel adéquat de cultures de contre-saison					X			X	X	0	20 000	20 000	20 000	20 000	60 000
Appuyer les AGR des femmes, notamment des femmes déplacées internes					X			X	X	0	10 000	10 000	10 000	10 000	30 000
Sous-total_ Objectif stratégique n°2.3										2 500	72 500	72 500	72 500	17 500	237 500
TOTAL _ AXE STRATÉGIQUE N°2										38 000	126 000	130 000	110 000	60 000	464 000

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)										
	2023		2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total				
	T1	T2	T3	T4												
Axe stratégique n°3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées																
Objectif stratégique n°3.1 : Fournir des services de soutien psychosocial et de santé mentale aux enfants affectés par la crise humanitaire																
Aménager et équiper des Espaces Amis des Enfants (EAE)			X	X	X	X	X	X	X	X	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	225 000
Organiser des activités psychosociales dans les espaces amis des enfants (EAE) au profit des enfants, des adolescent(e)s et des femmes déplacés internes			X	X	X	X	X	X	X	X	145 000	145 000	145 000	145 000	145 000	725 000
Organiser des campagnes de sensibilisation (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) des communautés (femmes, hommes et enfants) déplacées internes et hôtes sur les droits et devoirs des enfants, sur les risques de violences, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale, sur les risques EAFGA, l'Éducation aux Risques de Mines (ERM), les VBG et les pires formes de travail auxquelles sont exposés les enfants affectés par la crise humanitaire			X	X	X	X	X	X	X	X	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	150 000
Prendre en charge des enfants à besoins spécifiques au moyen du mécanisme de gestion de cas (enfants victimes de VEDAN, enfants en situation de travail, victimes des mines, enfants malades sans soins ou affectés par le COVID-19) y compris l'organisation des conférences de cas			X	X	X	X	X	X	X	X	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	100 000

Actions prioritaires	Programmation physique							Programmation financière (en milliers de FCFA)					
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4									
Soutenir la prise en charge d'urgence des ENAES et EAFGA (prise en charge transitoire, alternative, placement en famille d'accueil, appui aux familles d'accueil, appui à la réunification familiale ou en kit de réintégration, etc.)			X	X	X	X		15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	75 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°3.1								255 000	255 000	255 000	255 000	255 000	1 275 000
Objectif stratégique n°3.2 : Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant													
Mettre en place des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE)			X	X	X	X		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	10 000
Dynamiser/restructurer des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE)			X	X	X	X		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	7 500
Mettre en place des Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE)			X	X	X	X		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	7 500
Mettre en place des Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE)			X	X	X	X		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	7 500
Dynamiser/restructurer des Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE)			X	X	X	X		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
Dynamiser/restructurer des Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE)			X	X	X	X		1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
Accompagner l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action des CCPE, RCPE et RPPE			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000

Actions prioritaires	Programmation physique							Programmation financière (en milliers de FCFA)				
	2023		2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4								
Réaliser des ateliers de renforcement des capacités des membres des CCPE, RCPE et RPPE			X	X	X	X		4 000	4 000	4 000	4 000	20 000
Appuyer la tenue régulière des instances des CCPE, RCPE et RPPE			X	X	X	X		2 000	2 000	2 000	2 000	10 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°3.2												
Objectif stratégique n°3.3 : Renforcer les capacités techniques des acteurs de prévention et de protection de l'enfant												
Réaliser des ateliers de renforcement des capacités des acteurs de protection de l'enfant, y compris les travailleurs sociaux, sur les droits et devoirs de l'enfant, sur la protection de l'enfant en situation d'urgence, sur l'identification des besoins de protection des enfants, sur le soutien (prise en charge) psychosocial, la santé mentale et sur le processus de gestion de cas			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Organiser des ateliers de formation au profit des membres des CCPE, RCPE et RPPE sur les droits et devoirs des enfants, sur la prévention des violences, l'abus, l'exploitation et la négligence contre les enfants, sur la séparation familiale, la surveillance et le rapportage des violences notamment les VBG/AES et sur leurs rôles et responsabilités dans la protection de l'enfant			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	15 000

Actions prioritaires	Programmation physique						Programmation financière (en milliers de FCFA)						
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4									
Renforcer les capacités des acteurs de première ligne en matière de lutte contre les VBG (travailleurs sociaux, agents de santé, agents de sécurité et staffs d'ONG de protection) sur les VBG, le processus d'orientation, de référencement et de prise en charge des survivants de VBG			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Organiser des actions de sensibilisation des populations sur l'atténuation des risques de VBG, la prévention des violences basées sur le genre (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Organiser des actions de sensibilisation des populations, y compris les enfants, sur les mécanismes et l'accès à un canal sûr et accessible de dénonciation des abus et exploitation sexuels et des VBG (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°3.3								15 000	75 000				
Objectif stratégique n°3.4 : Améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de réponse, de mitigation de risques et de prévention des violences dans le contexte d'urgence sécuritaire													
Construire et aménager des espaces sûrs d'écoute des femmes et filles			X	X	X	X		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)						
	2023		2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4								
Accompagner l'organisation des journées commémoratives dédiées aux droits des femmes et à l'élimination des violences à l'endroit des femmes et des filles (16 jours d'activisme, 08 mars, etc.)			X	X	X	X		5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
Apporter un accompagnement/soutien psychosocial et une prise en charge sanitaire, alimentaire et psychologique aux femmes et filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de Violences Basées sur le Genre (VBG)			X	X	X	X		4 000	4 000	4 000	4 000	20 000
Apporter un accompagnement en kit de dignité, en AGR et en cash transfert aux femmes et filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de Violences Basées sur le Genre (VBG)			X	X	X	X		10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Mettre en place des mécanismes de feedback et de gestion des plaintes des cas de VBG et AES se produisant dans les différentes zones d'intervention de UNIJED/Afrique			X	X	X	X		7 000	7 000	7 000	7 000	35 000
Sous-total _ Objectif stratégique n°3.4							29 000	145 000				
TOTAL _ AXE STRATÉGIQUE N°3							316 500	1 582 500				

Actions prioritaires	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de FCFA)										
	2023				2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total					
	T1	T2	T3	T4	2024	2025	2026	2027	2028	2029						
Axe stratégique n°4 : Renforcer la gouvernance, la culture démocratique locale et la cohésion sociale																
Objectif stratégique n°4.1 : Structurer et renforcer les capacités de veille citoyenne et d'influence des politiques publiques locales des associations locales																
Mettre en place des réseaux d'associations locales pour la défense des intérêts des citoyens urbains et ruraux auprès des pouvoirs publics	X			X	X	X	X	X	X	X	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
Organiser des ateliers de formation des membres des réseaux d'associations locales sur des thèmes pertinents identifiés (réseautage, plaidoyer et interpellation, communication sociale, contrôle citoyen de l'action publique, approche fondée sur les droits humains, processus des élections locales, leadership et gestion de groupe, gestion des plaintes, etc.)				X	X	X	X	X	X	X	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Appuyer l'élaboration des plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales	X			X	X	X	X	X	X	X	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500	62 500
Appuyer (financer) la mise en œuvre des plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales	X			X	X	X	X	X	X	X	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	125 000
Appuyer la mise en place et le fonctionnement de mécanismes locaux de recueil et de gestion des plaintes liées à la fourniture et à l'accès des services sociaux de base (santé, eau potable, éducation, état civil...)	X			X	X	X	X	X	X	X	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	50 000
Sous-total_ Objectif stratégique n°4.1											55 500	277 500				

Actions prioritaires	Programmation physique						Programmation financière (en milliers de FCFA)						
	2023			2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4									
Objectif stratégique n°4.2 : Renforcer les mécanismes locaux de participation citoyenne et de redevabilité sociale favorables à la production d'un service public de qualité et à une gestion transparente des biens publics													
Appuyer la tenue des sessions de concertation multi-acteurs entre les autorités locales et les citoyen(ne)s autour des questions de gouvernance locale et de développement local			X	X	X	X							
Appuyer l'organisation par les autorités locales de journées de redevabilité sociale et de dialogue avec les citoyen(ne)s		X		X	X	X							
Appuyer/promouvoir la participation des réseaux d'associations locales dans la gestion des affaires publiques locales		X		X	X	X							
Accompagner les collectivités territoriales dans le processus d'élaboration de budget participatif		X		X	X	X							
Sous-total _ Objectif stratégique n°4.2													
Objectif stratégique n°4.3 : Accompagner la construction d'une culture citoyenne locale au sein de la jeunesse													
Mettre en place des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble"			X	X	X	X							

Actions prioritaires	Programmation physique							Programmation financière (en milliers de FCFA)						
	2023				2024	2025	2026	2027	2023	2024	2025	2026	2027	Total
	T1	T2	T3	T4										
Mettre en place des cellules d'alerte et d'information sur les faits de radicalisation des jeunes et d'extrémisme violent		X	X	X	X	X	X	X	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	25 000
Sous-total_ Objectif stratégique n°4,3									30 500	152 500				
TOTAL _ AXE STRATÉGIQUE N°4									171 000	855 000				
TOTAL GÉNÉRAL									561 850	666 650	648 150	624 650	583 150	3 084 450

Tableau n°6 : Synthèse des coûts du plan stratégique 2023-2027

N°	Axes d'intervention	Coût (en milliers de FCFA)					Total
		2023	2024	2025	2026	2027	
1	Axe stratégique n°1 : Améliorer la structuration, le fonctionnement et les capacités opérationnelles de UNIJED/Afrique	36 350	35 150	30 650	27 150	35 650	182 950
2	Axe stratégique n°2 : Améliorer la fourniture des services sociaux de base, d'emploi et d'insertion professionnelle	38 000	126 000	130 000	110 000	60 000	464 000
3	Axe stratégique n°3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées	316 500	316 500	316 500	316 500	316 500	1 582 500
4	Axe stratégique n°4 : Renforcer la gouvernance, la culture démocratique locale et la cohésion sociale	171 000	171 000	171 000	171 000	171 000	855 000
TOTAL GÉNÉRAL		561 850	666 650	648 150	624 650	583 150	3 084 450

5.8. Cadre logique du plan stratégique



Tableau n°7 : Cadre logique du plan stratégique 2023-2027

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Objectif Général : Contribuer à améliorer, dans les localités d'intervention, les pratiques de gouvernance pour favoriser l'accès équitable, inclusif et non-discriminatoire des populations à des services sociaux de qualité, l'emploi des jeunes, la sécurité alimentaire, la cohésion sociale et le vivre-ensemble harmonieux			
Nombre de communes partenaires offrant des services sociaux de qualité de manière équitable, inclusive et non-discriminatoire	ND	25	Rapports annuels d'activités du plan stratégique
Nombre de communes partenaires où la cohésion sociale et le vivre-ensemble sont harmonieux	ND	25	Rapport bilan de la mise en œuvre du plan stratégique
Nombre d'enfants bénéficiant d'assistance et de la protection de leurs droits	ND	5 000	Rapport d'évaluation finale externe du plan stratégique
Nombre de femmes, y compris des déplacées internes ayant accès aux services sociaux de base et bénéficiant de la protection sociale	ND	5 000	Rapport de capitalisation des expériences
Axe stratégique n°1 : Améliorer la structuration, le fonctionnement et les capacités opérationnelles de UNIJED/Afrique			
Objectif stratégique n°1.1 : Renforcer les capacités techniques des membres et du personnel technique pour la réalisation efficace et efficiente de la mission d'UNIJED/Afrique			
Nombre de plans de renforcement des capacités des membres et du personnel technique élaborés	ND	1	Rapports d'activités
Nombre de membres et du personnel technique d'UNIJED/Afrique formés sur les thèmes pertinents identifiés sur la base des besoins de capacitation	ND	100	Rapport de formation
Nombre de membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique formés sur les droits et devoirs de l'enfant et sur la protection de l'enfant en situation d'urgence, y compris les VBG et les PSEA	ND	100	Rapport de formation
Objectif stratégique n°1.2 : Améliorer les capacités de communication, de plaidoyer et d'influence de UNIJED/Afrique en vue de son rayonnement au plan national et international			
Nombre de programmes de relance du Sahel burkinabè formulés	ND	1	Rapports d'activités
Nombre de cellules de montage de projets, de communication, de plaidoyer et d'influence créées et fonctionnelles	ND	1	Rapports d'activités
Nombre de plans de communication (interne et externe) et de plaidoyer élaborés	ND	1	Rapports d'activités
Niveau d'animation du site internet et de la page Facebook	ND	100%	Rapports d'activités
Nombre de spécialistes en communication, plaidoyer et influence recrutés et pris en charge	ND	1	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification	
Objectif stratégique n°1.3 : Mobiliser les partenaires, les ressources matérielles et financières suffisantes pour le fonctionnement optimal et la mise en œuvre des activités de UNIJED/Afrique				
Nombre de plans stratégiques de mobilisation de ressources financières et matérielles élaborés	ND	1	Rapports d'activités	
Nombre de stratégies de mobilisation et de gestion des relations publiques (autorités locales, services techniques déconcentrés, citoyens bénéficiaires, partenaires techniques et financiers, etc.) élaborées	ND	1	Rapports d'activités	
Nombre de tables rondes des partenaires de l'association organisées	ND	1	Rapports d'activités	
Nombre de rencontres et d'activités du SPONG, du BURCASO, du cluster national protection (y compris de consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires) auxquelles UNIJED/Afrique a participé	ND	50	Rapports d'activités	
Objectif stratégique n°1.4 : Assurer le fonctionnement optimal de UNIJED/Afrique, le suivi, l'évaluation des activités et la capitalisation des expériences				
Nombre de rencontres et d'activités du SPONG, du BURCASO, du cluster national protection, (y compris de consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires) auxquelles UNIJED/Afrique a participé	ND	1	Manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable de UNIJED/Afrique	
Nombre de rencontres et d'activités du SPONG, du BURCASO, du cluster national protection (y compris de consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires) auxquelles UNIJED/Afrique a participé	ND	1	Rapports d'activités	
Nombre d'instances de l'association tenues	Assemblée Générale	ND	5	Procès-verbaux d'AG
	Conseil d'administration	ND	10	Procès-verbaux de CA
Nombre de missions de mise en œuvre du plan stratégique réalisées	ND	60	Rapports d'activités	
Nombre d'évaluations du plan stratégique réalisées	À mi-parcours	ND	1	Rapports d'évaluation
	Finale	ND	1	
Nombre de revues périodiques du plan stratégique organisées	ND	2	Rapports d'activités	
Nombre de capitalisations des expériences et des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre du plan stratégique	ND	2	Rapport de capitalisation	
Diffuser les résultats de la capitalisation des expériences et des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre du plan stratégique	ND	2	Rapports d'activités	
Organiser un atelier bilan global de la mise en œuvre du plan stratégique	ND	1	Rapport bilan	

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Axe stratégique n°2 : Améliorer la fourniture des services sociaux de base, d'emploi et d'insertion professionnelle			
Objectif stratégique n°2.1 : Développer et consolider les acquis en matière de fourniture des services sociaux de base au cours des cinq (05) prochaines années au profit des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes vulnérables et défavorisées			
Nombre d'adolescent(e)s, de jeunes et de personnes déplacées internes sensibilisés sur la prévention du VIH, des IST et la SSR	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre d'adolescent(e)s, de jeunes et de personnes déplacées internes touchés par les campagnes de dépistage du VIH, de l'hépatite B, du cancer du col de l'utérus et du sein	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre d'adolescent(e)s, de jeunes et de personnes déplacées internes sensibilisés sur le paludisme et la tuberculose	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre de populations, notamment de personnes déplacées internes, sensibilisées sur l'importance des actes d'état civil	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre d'enfants et de personnes vulnérables, y compris des personnes déplacées internes, ayant bénéficié d'appui à la délivrance des actes d'état civil.	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre d'autorités coutumières et religieuses sensibilisées sur la cohésion sociale et la prise en compte des personnes vulnérables et défavorisées dans l'accès aux services sociaux de base (eau potable, éducation et santé)	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre de personnes touchées par les initiatives de promotion/vulgarisation des actions en matière WASH, notamment le système ATP	ND	5 000	Rapports d'activités
Objectif stratégique n°2.2 : Renforcer l'éducation et la formation professionnelle des jeunes en vue de leur insertion socioprofessionnelle			
Nombre d'adolescent(e)s, de jeunes, de femmes et de personnes déplacées internes touchées par les campagnes d'alphabétisation et d'éducation non formelle	ND	5 000	Rapports d'activités
Nombre de jeunes bénéficiant des journées d'orientation et d'appui-conseil sur l'emploi et les métiers	ND	1 000	Rapports d'activités
Nombre de centres de formation professionnelle moderne construits et équipés au profit des jeunes et des femmes	ND	1	Rapports d'activités
Nombre de jeunes et de femmes formés accompagnés dans la certification de leur formation	ND	250	Rapports d'activités
Nombre de personnels éducatifs formés sur l'éducation en situation d'urgence et l'aménagement d'Espace Temporaire d'Apprentissage (ETA)	ND	100	Rapports d'activités
Nombre de jeunes et de femmes appuyés dans la valorisation du potentiel artistique et culturel (dans des cadres tel le SIAO)	ND	100	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification	
Objectif stratégique n°2.3 : Promouvoir la sécurité alimentaire durable, la résilience et le relèvement économique des populations, notamment des personnes vulnérables, à travers la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et pastorales				
Nombre de producteurs sensibilisés sur l'application du paquet technologique (diguettes, cordons pierreux, zaï, fosses fumières, demi-lunes, RNA)	ND	1 000	Rapports d'activités	
Quantité de terres dégradées récupérées	Diguettes/cordons pierreux	ND	25 ha	Rapports d'activités
	Zaï/demi-lunes	ND	25 ha	
	Fosses fumières	ND	250	
Nombre de producteurs dotés en semences améliorées	ND	250	Rapports d'activités	
Nombre de femmes et de jeunes équipés avec du matériel adéquat de cultures de contre-saison	ND	250	Rapports d'activités	
Nombre de femmes notamment des femmes déplacées internes accompagnées pour la promotion d'AGR	ND	250	Rapports d'activités	

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Axe stratégique n°3 : Promouvoir et protéger les droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées			
Objectif stratégique n°3.1 : Fournir des services de soutien psychosocial et de santé mentale aux enfants affectés par la crise humanitaire			
Nombre d'espaces amis des enfants (EAE) aménagés et équipés	ND	25	Rapports d'activités
Nombre d'enfants, d'adolescent et de femmes déplacés internes ayant bénéficié des activités psychosociales dans les espaces amis des enfants (EAE)	ND	3 000	Rapports d'activités
Nombre de personnes (femmes, hommes et enfants) déplacées internes et hôtes sensibilisées sur les droits et devoirs des enfants (causeries éducatives, théâtres-fora, projections vidéo, ateliers de plaidoyer) sur les risques de violences, d'abus, d'exploitation et de séparation familiale, sur les risques EAFGA, l'Éducation aux Risques de Mines (ERM), les VBG et les pires formes de travail auxquelles sont exposés les enfants affectés par la crise humanitaire	ND	3 000	Rapports d'activités
Nombre d'enfants à besoins spécifiques pris en charge au moyen du mécanisme de gestion de cas (enfants victimes de VEDAN, enfants en situation de travail, victimes des mines, enfants malades sans soins ou affectés par le COVID-19) y compris l'organisation des conférences de cas	ND	1 000	Rapports d'activités
Nombre d'ENAES et d'EAFGA pris en charge d'urgence (prise en charge transitoire, alternative, placement en famille d'accueil, appui aux familles d'accueil, appui à la réunification familiale ou en kit de réintégration, etc.)	ND	500	Rapports d'activités
Objectif stratégique n°3.2 : Renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfance			
Nombre de Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE) mises en place	ND	50	Rapports d'activités
Nombre de Cellules Communautaires de Protection de l'Enfant (CCPE) dynamisées/restructurées	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE) mis en place	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE) mis en place	ND	10	Rapports d'activités
Nombre de Réseaux Communaux de Protection de l'Enfant (RCPE) dynamisés/restructurés	ND	15	Rapports d'activités
Nombre de Réseaux Provinciaux de Protection de l'Enfant (RPPE) dynamisés/restructurés	ND	5	Rapports d'activités
Nombre de plans d'action des CCPE, RCPE et RPPE élaborés et mis en œuvre	ND	250	Rapports d'activités
Nombre de membres des CCPE, RCPE et RPPE formés	ND	140	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets		Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Nombre d'instances régulièrement tenues	CCPE	ND	375	Rapports d'activités
	RCPE	ND	200	
	RPPE	ND	75	
Objectif stratégique n°3.3 : Promouvoir la sécurité alimentaire durable, la résilience et le relèvement économique des populations, notamment des personnes vulnérables, à travers la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles et pastorales				
Nombre d'acteurs de protection de l'enfant, y compris les travailleurs sociaux, formés sur les droits et devoirs de l'enfant, sur la protection de l'enfant en situation d'urgence, sur l'identification des besoins de protection des enfants, sur le soutien (prise en charge) psychosocial, la santé mentale et sur le processus de gestion de cas		ND	100	Rapports de formation
Nombre de membres des CCPE, RCPE et RPPE formés sur les droits et devoirs des enfants, sur la prévention des violences, l'abus, l'exploitation et la négligence contre les enfants, sur la séparation familiale, la surveillance et le rapportage des violences, notamment les VBG/AES et sur leurs rôles et responsabilités dans la protection de l'enfant		ND	260	Rapports de formation
Nombre d'acteurs de première ligne en matière de lutte contre les VBG (travailleurs sociaux, agents de santé, agents de sécurité et staffs d'ONG de protection) formés sur les VBG, le processus d'orientation, de référencement et de prise en charge des survivants de VBG		ND	100	Rapports de formation
Nombre de personnes (femmes, hommes, filles et garçons) sensibilisées sur l'atténuation des risques de VBG, la prévention des violences basées sur le genre (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)		ND	2 000	Rapports d'activités
Nombre de personnes, y compris les enfants, sensibilisées sur les mécanismes et l'accès à un canal sûr et accessible de dénonciation des abus et exploitation sexuels et des VBG (à travers des causeries éducatives, des séances de porte-à-porte)		ND	2 000	Rapports d'activités
Objectif stratégique n°3.4 : Améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de réponse, de mitigation de risques et de prévention des violences dans le contexte d'urgence sécuritaire				
Nombre d'espaces sûrs d'écoute des femmes et filles construits et aménagés		ND	50	Rapports d'activités
Nombre de journées commémoratives dédiées aux droits des femmes et à l'élimination des violences à l'endroit des femmes et des filles (16 jours d'activisme, 08 mars, etc.) organisées		ND	15	Rapports d'activités
Nombre de femmes et de filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de Violences Basées sur le Genre (VBG) ayant reçu un accompagnement/soutien psychosocial et une prise en charge sanitaire, alimentaire et psychologique		ND	1 000	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Nombre de femmes et de filles survivantes des VBG ou des PSEA ou celles à risques imminents de VBG ayant reçu un accompagnement en kit de dignité, en AGR et en cash transfert	ND	1 000	Rapports d'activités
Nombre de mécanismes de feedback et de gestion des plaintes des cas de VBG et AES se produisant dans les différentes zones d'intervention d'UNIJED/Afrique mis en place	ND	25	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Axe stratégique n°4 : Renforcer la gouvernance, la culture démocratique locale et la cohésion sociale			
Objectif stratégique n°4.1 : Structurer et renforcer les capacités de veille citoyenne et d'influence des politiques publiques locales des associations locales			
Nombre de réseaux d'associations locales pour la défense des intérêts des citoyens urbains et ruraux auprès des pouvoirs publics mis en place	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de membres des réseaux d'associations locales formés sur des thèmes pertinents identifiés (réseau-tage, plaidoyer et interpellation, communication sociale, contrôle citoyen de l'action publique, approche fondée sur les droits humains, processus des élections locales, leadership et gestion de groupe, gestion des plaintes, etc.)	ND	200	Rapports de formation
Nombre de plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales élaborés	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de plans de plaidoyer et d'interpellation des réseaux d'associations locales financés et mis en œuvre	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de mécanismes locaux de recueil et de gestion des plaintes liées à la fourniture et à l'accès des services sociaux de base (santé, eau potable, éducation, état civil, etc.) mis en place et fonctionnels	ND	25	Rapports d'activités
Objectif stratégique n°4.2 : Renforcer les mécanismes locaux de participation citoyenne et de redevabilité sociale favorables à la production d'un service public de qualité et à une gestion transparente des biens publics			
Nombre de sessions de concertation multi-acteurs entre les autorités locales et les citoyen(ne)s autour des questions de gouvernance locale et de développement local appuyées	ND	250	Rapports d'activités
Nombre de journées de redevabilité sociale et de dialogue avec les citoyen(ne)s appuyées et organisées par les autorités locales	ND	125	Rapports d'activités
Nombre de réseaux d'associations locales accompagnées pour leur participation dans la gestion des affaires publiques locales	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de collectivités territoriales accompagnées pour l'implémentation du processus d'élaboration de budget participatif	ND	25	Rapports d'activités
Objectif stratégique n°4.3 : Accompagner la construction d'une culture citoyenne locale au sein de la jeunesse			
Nombre de "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" mis en place	ND	25	Rapports d'activités

Indicateurs d'effets	Valeur de référence (2023)	Cibles (2027)	Sources de vérification
Nombre de membres des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" formés sur des thèmes pertinents identifiés (communication non-violente, médiation sociale, prévention et gestion des conflits communautaires, prévention de la radicalisation des jeunes et lutte contre l'extrémisme violent, contrôle citoyen de l'action publique, approche fondée sur les droits humains, etc.)	ND	125	Rapports de formation
Nombre de séances d'immersion des "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" dans les institutions (Palais de justice, Gendarmerie, Police, Maison d'arrêt et de correction, Mairie, Préfecture, etc.) organisées	ND	25	Rapports d'activités
Nombre de journées d'échanges et de dialogue entre les "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" et les autorités coutumières et religieuses locales organisées	ND	75	Rapports d'activités
Nombre de journées d'échanges et de dialogue entre les "clubs de jeunes ambassadeurs de la paix et du vivre-ensemble" et les autorités administratives et politiques locales organisées	ND	75	Rapports d'activités
Nombre de cellules d'alerte et d'information sur les faits de radicalisation des jeunes et d'extrémisme violent mises en place	ND	25	Rapports d'activités

Hypothèses et risques

- Stabilité politique pendant et après la mise en œuvre du plan stratégique ;
- Amélioration du contexte sécuritaire et humanitaire national ;
- Adhésion des autorités locales et des populations cibles dans la mise en œuvre du plan stratégique ;
- Engagement des partenaires techniques et financiers au financement du plan stratégique ;
- Disponibilité des ressources financières ;
- Retour de l'ordre constitutionnel à l'issue de la transition militaire ;
- Rétablissement de la paix et de la sécurité dans le pays.



MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE



VI. MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE

6.1. Dispositif institutionnel de mise en œuvre du plan stratégique



La mise en œuvre du plan stratégique 2023-2027 repose sur les principaux organes de concertation et de définition des orientations majeures, de pilotage politique et d'exécution technique d'UNIJED/Afrique. Il s'agit de :

- **L'Assemblée générale qui est l'organe suprême de l'association.**

Elle délibère sur toutes les questions relatives aux orientations stratégiques, à l'approbation du budget, à l'adoption des plans d'activités, à l'approbation des rapports annuels d'activités, à l'approbation de partenariat avec des institutions ou organisations, etc.

- **le Conseil d'administration : il est l'organe d'exécution et de gestion de l'association.**

Il délibère sur toutes les questions relatives à la vie de l'association avant les sessions de l'Assemblée générale. Il met en exécution les décisions de l'Assemblée générale, assure la supervision générale de la gestion administrative et financière, instruit le Secrétaire exécutif pour l'élaboration du plan stratégique et des plans d'action opérationnels, développe des actions de plaidoyer pour la mobilisation des ressources, analyse les rapports d'activités, autorise les dépenses, prend les décisions urgentes, etc.

- **le Secrétariat exécutif : c'est l'organe technique de gestion et de pilotage de l'organisation.**

Le secrétariat exécutif, pour le compte de l'association et sous la direction du Conseil d'administration, joue le rôle de maître d'ouvrage pour l'élaboration de ce plan stratégique. Ainsi, il assure un rôle essentiel dans la mise en œuvre, dans le suivi au quotidien des actions planifiées et dans la coordination technique des acteurs (internes et externes) impliqués.

Alors, il coordonne et veille à la bonne gestion des projets et de l'ensemble des activités, fait établir par le responsable administratif et financier les états financiers, les budgets et les rapports et bilans semestriels et annuels, assure la gestion administrative du personnel technique, conduit les négociations de toute entente de coopération institutionnelle, technique et financière avec les partenaires et assure la représentation officielle de UNIJED/Afrique.

6.2. Mobilisation des ressources



La mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de ce plan stratégique est une tâche importante à prendre en charge par la gouvernance de UNIJED/Afrique. Pour cela, plusieurs leviers seront activés.

● **Le premier levier est celui de la mobilisation des ressources propres des membres de l'association.**

Il est véritablement important que les membres assurent le leadership de la mise en œuvre de son plan stratégique. Cela passe nécessairement par un plus grand effort de génération de ressources propres pour le financement des actions prioritaires qui y sont inscrites. À cet effet, dès la première année (2023), un travail de réflexion approfondie devra être conduit par les membres pour identifier les potentialités à exploiter et pour construire une stratégie de mobilisation des ressources.

● **Le second levier de mobilisation des ressources est la recherche de financement auprès des partenaires techniques et financiers.**

UNIJED/Afrique jouit d'une bonne notoriété et crédibilité en matière de mise en œuvre de projets. Ce capital pourra être mis à profit pour aboutir à des conventions de financement avec des partenaires techniques et financiers, traditionnels et/ou potentiels. Ces financements seront recherchés sous la forme de contributions à la mise en œuvre des projets inscrits dans le plan stratégique 2023–2027. Alors, le présent plan stratégique sera un outil de plaidoyer et de cette mobilisation de ressources.

De plus, dans la stratégie de mobilisation de ressources auprès des partenaires techniques et financiers, il importe que l'association mette en place un service ou une cellule de montage de dossiers de projets, de plaidoyer et de communication. À ce niveau, suivant un mécanisme de veille adéquat, UNIJED/Afrique répondra diligemment et efficacement aux différents appels à projets des institutions ou organismes nationaux et internationaux.

● **Le troisième levier de mobilisation des ressources est la mise en œuvre de partenariats.**

UNIJED/Afrique fait partie des faîtières d'organisations de la société civile au Burkina Faso. Dans ses zones d'intervention, elle entretient d'excellentes relations de travail et de collaboration avec des associations, des ONG et des projets et programmes qui réalisent des activités qui recoupent avec les axes stratégiques inscrits dans le présent plan stratégique. Alors, il s'agit, à travers des actions pertinentes de plaidoyer et de lobbying, de convaincre ces différents partenaires (associations, ONG, projets/programmes partenaires) à coopérer, voire à mutualiser les moyens en vue de la mise en œuvre, dans le cadre de leurs activités propres, des axes stratégiques retenus par UNIJED/Afrique pour la période 2023–2027. Cette modalité de mobilisation des ressources est en pratique du hors budget.

6.3. Stratégie de communication et de visibilité



Une stratégie de communication et de visibilité du plan stratégique 2023-2027 sera élaborée et mise en œuvre afin de favoriser son appropriation par les citoyens bénéficiaires des actions, les services techniques déconcentrés de l'État (santé, éducation, jeunesse, action sociale/humanitaire, agriculture, etc.), les associations/ONG et des projets/programmes de développement et les partenaires techniques et financiers concourant au développement socioéconomique du Burkina Faso.

À cet effet, il sera mis l'accent sur les moyens suivants :

- les couvertures médiatiques des activités majeures du plan stratégique 2023-2027 ;
- les interventions express dans la presse nationale (interviews à la radio, presse écrite, reportage sur les activités du plan stratégique, etc.) ;
- l'animation régulière du site internet et la page Facebook de l'association ;
- la publication des résultats atteints sur le site internet et la page Facebook de l'association ;
- la participation des membres et du personnel technique de UNIJED/Afrique aux rencontres et activités organisées par les services techniques déconcentrés de l'État, les associations/ONG et les projets/programmes de développement et les partenaires techniques et financiers ;
- la production et la diffusion des rapports de capitalisation.

6.4. Suivi et évaluation du plan stratégique 2023-2027



Le suivi-évaluation sera assuré en interne par la cellule de suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage de UNIJED/Afrique, sur la base de son propre manuel de suivi et d'évaluation.

À cet effet, il sera mis en place une base de données qui permettra de renseigner la mise en œuvre du plan stratégique 2023-2027. Des indicateurs seront retenus, leur périodicité arrêtée et les responsables de la collecte de données pour renseigner ces indicateurs désignés. Le suivi-évaluation s'appuiera également sur des rapports du Secrétariat exécutif et sur ceux des audits et des études d'évaluation commanditées par l'association.

Le suivi sera un processus itératif de collecte et d'analyse d'informations pour mesurer/apprécier l'utilisation des ressources, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des actions et les objectifs atteints, à travers le contrôle des dépenses, le suivi de l'exécution financière des actions, le suivi de l'exécution technique des actions et le suivi des effets.

En d'autres termes, en tant qu'outil de gestion, le suivi permettra de mesurer les progrès enregistrés au regard des résultats attendus, de comparer le rendement prévu avec le rendement atteint, de s'assurer que l'avancement des activités est conforme à la programmation, d'envisager d'éventuelles réorientations, au cas échéant.

Le suivi se déclinera en suivi technique, suivi financier et suivi administratif. Il sera basé sur les indicateurs convenus dans le cadre logique.

En plus, il sera réalisé des revues annuelles du plan stratégique au cours desquelles il sera, d'une part, porté un regard analytique sur les performances enregistrées au cours de l'année écoulée et, d'autre part, déterminé les perspectives à partir des outils de suivi et d'évaluation élaborés.

Il y aura deux (02) types d'évaluation, à savoir l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale. Chaque type d'évaluation s'appuiera sur les principaux critères du CAD de l'OCDE que sont la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les effets induits, la durabilité des résultats obtenus. En plus, il sera formulé des recommandations sous forme de propositions de mesures correctives (améliorations ou modifications) à apporter.

L'évaluation à mi-parcours visera à faire l'état des lieux des activités réalisées, à apprécier les progrès dans la mise en œuvre des activités selon le cadre logique, à analyser la pertinence des interventions au regard du contexte, à apprécier l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre des activités, à identifier et analyser les changements induits (effets), à analyser les forces et les faiblesses, les problèmes critiques et les meilleures pratiques identifiés et à faire des suggestions et/ou recommandations en vue d'améliorer la mise en œuvre du plan stratégique 2023-2027.

L'évaluation finale permettra de mesurer le niveau d'atteinte des résultats et des objectifs fixés, de vérifier que les ressources mobilisées ont été utilisées pour produire les résultats et des objectifs obtenus, de capitaliser les acquis et d'envisager la suite éventuelle.

Dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique 2023-2027, les dirigeants de UNIJED/Afrique se sont engagés à valoriser et à tenir compte des leçons apprises de l'exécution et du suivi-évaluation des différents projets ainsi que des données du contexte sécuritaire, humanitaire, politique et socioéconomique national.

Toutefois, le diagnostic organisationnel a mis à jour quelques insuffisances liées à la capacité de planification, d'exécution, de suivi et d'évaluation des projets/programmes.

Il s'agit principalement :

- du fait que la plupart des projets exécutés ou en cours sont développés en dehors du plan stratégique 2018-2022 qui a clairement défini et structuré les domaines, les axes et les actions prioritaires. Les projets actuels ne sont pas définis par l'association elle-même, mais principalement par les partenaires pour lesquels UNIJED/Afrique intervient comme « opératrice de mise en œuvre » après des appels à projets. D'où un non-alignement des activités menées avec la structuration et les objectifs du plan stratégique 2018-2022 ;

- de l'absence, au sein de l'équipe technique de management des actions de UNIJED/Afrique, de personne « responsabilisée » pour l'élaboration des différents dossiers de projets ou dossiers d'appel à projets. Tout le monde y participe. Et l'essentiel échoit au Secrétaire exécutif ;
- de la non-application du manuel de suivi-évaluation édicté par l'organisation. Chaque projet a son dispositif (personnel, outils...) de suivi-évaluation, donc il y a une désarticulation et/ou une fragmentation du système de suivi-évaluation. Pourtant, le système de suivi-évaluation à travers le manuel prévu aurait pu permettre de collecter les informations sur la mise en œuvre de tous les projets ou activités terrain, de produire les rapports périodiques pour les partenaires techniques et financiers, mais aussi de rendre compte de la vie de UNIJED/Afrique ;
- de la non mise en place d'une base de données de suivi des interventions de l'association. Les données sont gérées de façon parcellaire, au niveau des différents projets exécutés ou en cours.



ANALYSE ET GESTION DES RISQUES



VII. ANALYSE ET GESTION DES RISQUES

La réalisation des objectifs du plan stratégique 2023-2027 de UNIJED/Afrique est liée à la fois à des conditions internes (ressources humaines, ressources financières, partenariats, etc.) et à des conditions externes (hypothèses et risques).

● Forte dépendance de UNIJED/Afrique aux financements extérieurs

Le risque principal est lié au fait que jusqu'à présent UNIJED/Afrique est fortement dépendante des financements extérieurs. Alors, il importe, tout en recherchant les moyens financiers et matériels auprès des partenaires techniques et financiers, de développer les capacités d'autofinancement de l'association, de mettre en place une stratégie adaptée de mobilisation de ressources et de diversification des partenaires techniques et financiers.

● Dégradation de la situation sécuritaire nationale

Le Burkina Faso, depuis 2016, est au plan de la sécurité sous la menace des attaques terroristes qui peuvent négativement impacter la confiance et l'engagement des partenaires techniques à financer les actions de développement.

Pour atténuer ce risque de dégradation de la sécurité, il s'agira pour UNIJED/Afrique de mener diverses actions de prévention de la radicalisation des jeunes, de lutte contre l'extrémisme violent et d'amélioration de la citoyenneté, d'œuvrer pour le renforcement de la confiance des populations aux forces de sécurité et en la justice républicaine, de responsabiliser les acteurs locaux pour une autogestion de certaines activités du plan stratégique, de donner régulièrement des informations aux acteurs de mise en œuvre des activités pour un respect strict des consignes de sécurité et au cas échéant de procéder à la reprogrammation systématique des activités non réalisées du fait du contexte sécuritaire.

● Détérioration de la situation humanitaire

La situation humanitaire actuelle dans le pays, caractérisée par le déplacement massif des populations (2 062 534 personnes)¹, la fermeture de nombre de services sociaux de base (6 149 établissements scolaires² et 265 formations sanitaires³) et ses conséquences sur la jouissance des droits fondamentaux de ces populations.

Face à ce risque, UNIJED/Afrique veillera à développer des actions liées à la fourniture et à l'accès de tous, en l'occurrence des personnes vulnérables, aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable, état civil, etc.), à cultiver la solidarité nationale et internationale, et à œuvrer pour la résilience et le relèvement économique de toutes les personnes touchées.

1 SP/CONASUR, 31 mars 2023

2 ET-ESU, rapport du 31 mai 2023

3 Bulletin n°1 du cluster santé, janvier 2023

● Soubresauts sociopolitiques

Depuis janvier 2022, le Burkina Faso vit une suite d'évènements sociopolitiques qui ont remis en cause l'ordre constitutionnel et entraîné la dissolution des Conseils de collectivités territoriales (Conseils municipaux et Conseils régionaux). En effet, l'avènement du MPSR 1 et 2 a induit une remise en cause de l'ordre constitutionnel et la mise en place de commissions administratives (délégations spéciales) pour la gestion des collectivités territoriales.

Pour pallier ce risque, en attendant le rétablissement de l'ordre constitutionnel par la tenue des élections nationales et locales, l'association va développer dans ses zones d'intervention des initiatives de sensibilisation des acteurs locaux sur l'État de droit, la bonne gouvernance, la justice sociale, la cohésion sociale, le vivre-ensemble, etc. Il s'agira de promouvoir la bonne gouvernance et d'œuvrer pour l'avènement d'un environnement politique apaisé et d'une justice équitable et accessible à tous.

Tableau n°8 : Situation des risques et des mesures d'atténuation

Risque	Probabilité d'occurrence	Influence	Mesures d'atténuation
Risques externes			
Dégradation de la situation sécuritaire nationale	Forte	Forte	<p>Mener diverses actions de prévention de la radicalisation des jeunes, de lutte contre l'extrémisme violent et d'amélioration de la citoyenneté ;</p> <p>Renforcer la confiance des populations aux forces de sécurité et en la justice républicaine ;</p> <p>Responsabiliser les acteurs locaux pour une autogestion de certaines activités du plan stratégique ;</p> <p>Donner régulièrement des informations aux acteurs de mise en œuvre des activités pour un respect strict des consignes de sécurité ;</p> <p>Procéder à la reprogrammation systématique des activités non réalisées du fait du contexte sécuritaire.</p>

Détérioration de la situation humanitaire	Forte	Forte	<p>Développer des actions liées à la fourniture et à l'accès de tous aux services sociaux de base ;</p> <p>Cultiver la solidarité nationale et internationale ;</p> <p>Œuvrer pour la résilience et le relèvement économiques de toutes les personnes touchées</p>
Soubresauts sociopolitiques	Forte	Forte	<p>Développer des initiatives de sensibilisation des acteurs locaux sur l'État de droit, la bonne gouvernance, la justice sociale, la cohésion sociale, le vivre-ensemble, etc.</p> <p>Promouvoir la bonne gouvernance ;</p> <p>Œuvrer pour l'avènement d'un environnement sociopolitique apaisé et d'une justice équitable et accessible à tous.</p>
Risques externes			
Forte dépendance de UNI-JED/Afrique aux financements extérieurs	Forte	Forte	<p>Développer les capacités d'autofinancement de l'association ;</p> <p>Mettre en place une stratégie adaptée de mobilisation de ressources ;</p> <p>Rechercher et diversifier les partenaires techniques et financiers.</p>

CONCLUSION

C'est dans la dynamique de poursuivre son œuvre de contribution à l'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques des populations de sa zone d'intervention qu'UNIJED/Afrique s'est engagée dans l'élaboration du présent plan stratégique 2023-2027.

Le processus d'élaboration dudit plan stratégique a constitué un exercice de revue et de réflexion touchant à plusieurs aspects de la vie de l'organisation et à ses interventions. Pour ce faire, la démarche méthodologique suivie a été participative et a comporté :

- une phase d'évaluation des capacités de l'organisation sur les plans organisationnel, humain, technique et financier ainsi que les opportunités et les menaces liées à son contexte d'évolution ;
- une phase de planification qui a consisté en la détermination des grandes orientations (axes stratégiques, objectifs stratégiques), l'identification des actions prioritaires et la détermination des modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

Dans le présent plan stratégique, les axes d'intervention retenus concernent le renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles de UNIJED/Afrique, l'amélioration de la fourniture des services sociaux de base, d'emploi et d'insertion professionnelle, la promotion et la protection des droits de l'enfant, de la femme et des personnes vulnérables et défavorisées ainsi que le renforcement de la gouvernance, la culture démocratique locale et la cohésion sociale.

Il s'agit pour UNIJED/Afrique de consolider les acquis engrangés dans le cadre du plan stratégique 2018-2022 dans les domaines de la santé communautaire, de l'éducation, de la protection de l'enfance, de l'humanitaire, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du renforcement des moyens d'existence/relèvement économique et de la gouvernance (droits humains, cohésion sociale).

Le coût global des actions inscrites dans le plan stratégique 2023-2027 de UNIJED/Afrique est estimé à 3 084 450 000 FCFA. Le financement sera assuré à travers les ressources propres de l'association, les contributions des partenaires techniques et financiers ainsi que par la mise en œuvre de partenariats (mutualisation des moyens) avec d'autres organisations intervenant dans la même zone et dans les mêmes domaines.

La production du présent document ne devra constituer que le point de départ d'une démarche plus efficace pour des résultats plus probants pour UNIJED/Afrique. C'est pourquoi, l'association devra renforcer la dynamique de concertation amorcée avec ses partenaires et multiplier les occasions de faire du lobbying et du plaidoyer autour de questions d'intérêt pertinentes.

BP 217 DJIBO, Province du Soum

Bureau pays :

OUAGADOUGOU, Cité An 3, Avenue du capitaine KOANDA

Linkedin : @unijed-afrique

Facebook : @Unijed.Afrique

Twitter : @UnijedAfrique

Email : unijedsoum2002@yahoo.fr · unijed.afrique@unijed.org

Site web : www.unijed.org

Ouagadougou : +226 65 16 54 32/65 70 59 17/70 85 90 64/64 06 09 89

Djibo : +226 24 56 08 09/76 56 90 16/79 10 59 88

Kaya : +226 70 85 90 64/ 70 07 64 78

Banfora : +226 74 37 12 03 / 70 94 91 00

Gaoua : +226 72 16 59 78/76 06 91 85

Dori : +226 66 17 31 86/71 28 13 28

Ouahigouya : +226 70 04 35 60/64 36 56 20